



## **RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES**

### **EXERCICE 2023**

Monsieur François JESTIN, Adjoint délégué aux Finances, expose :

« Dans les deux mois qui précèdent le vote du budget, la tenue du débat d'orientations budgétaires est obligatoire dans les régions, les départements, les communes de plus de 3 500 habitants, leurs établissements publics administratifs et les groupements comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants (article L2312-1 du CGCT).

Instauré par la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, ce débat doit permettre aux élus du Conseil Municipal :

- D'être informés de l'évolution de la situation financière de la collectivité et de ses engagements pluriannuels ;
- De discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans les budgets primitifs 2023 et suivants ;
- De s'exprimer sur la stratégie financière de la collectivité.

L'article 107 de la loi NOTRe du 7 août 2015 est venu compléter les dispositions relatives au débat d'orientations budgétaires, en rendant obligatoire la présentation d'un rapport dans lequel doit figurer les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette, ainsi que la structure et l'évolution des dépenses de personnel et des effectifs (pour les collectivités de plus de 10 000 habitants).

A l'issue de cette présentation et des échanges, il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

## **SYNTHESE DES ORIENTATIONS PROPOSEES POUR L'ELABORATION DES BUDGETS 2023 ET SUIVANTS**

### **QUE RETENIR DE CE RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES ?**

Dans un contexte économique particulièrement compliqué, **la Ville de Talence**, comme toutes les collectivités locales, **doit s'adapter et faire des choix, notamment pour préserver les équilibres de sa section de fonctionnement.**

Face à la forte inflation que l'on constate depuis l'été 2022 (notamment sous l'effet de l'envolée des prix de l'énergie), voici **les grandes lignes directrices proposées pour l'élaboration du prochain budget :**

- **Ne pas augmenter les taux d'imposition, pour ne pas peser davantage sur le pouvoir d'achat des propriétaires ;**
- **Renforcer le soutien financier aux associations et au CCAS ;**
- **Maintenir la qualité des services publics offerts aux Talençais ;**
- **Maîtriser au maximum l'évolution des dépenses de fonctionnement ;**
- **Préserver le programme d'investissement, en priorisant notamment les projets en faveur de la sobriété énergétique.**

Malgré ce contexte, **le programme d'investissement de la Ville doit rester ambitieux**, pour deux raisons notamment :

- **L'investissement public représente 70 % de l'investissement global et doit rester un levier pour soutenir l'attractivité du territoire, son dynamisme et les acteurs économiques ;**
- **Les économies d'énergie ne peuvent se faire qu'au prix d'investissements conséquents (comme l'a fait par exemple la Ville en 2020 avec le passage en LED du parc d'éclairage public pour un coût de 2,2 M€).**

**Avec en toile de fond la transition énergétique, seront ainsi priorités des secteurs tels que :**

- **L'éducation ;**
- **L'environnement ;**
- **Le cadre de vie ;**
- **Le vivre-ensemble.**

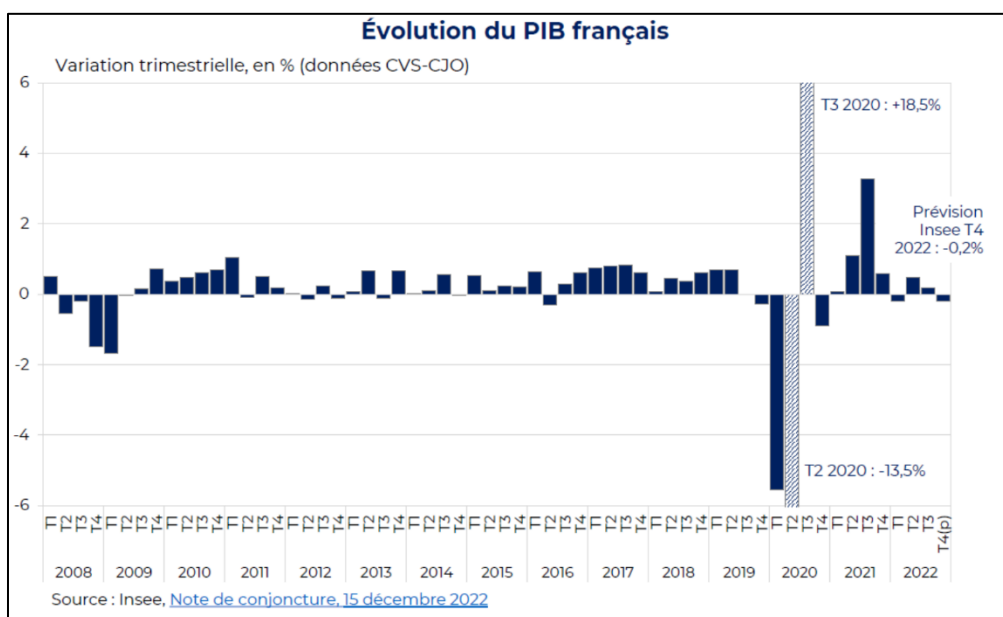
# 1. LE CADRE DE L'ELABORATION BUDGETAIRE 2023

## 1.1 Un contexte économique très instable, entre faible croissance et forte inflation

Alors que l'économie mondiale a connu une phase de nette reprise en 2021, avec une croissance du PIB de 6,1 %, depuis le début de l'année 2022, cette situation s'est retournée, conséquence directe du conflit ukrainien et des suites de la crise sanitaire. Dans ce contexte, plusieurs institutions ont revu à la baisse les perspectives de croissance mondiale durant l'été. Ainsi, le Fonds monétaire international (FMI) anticipe un niveau de variation du PIB de 3,2% en 2022 puis 2,9% en 2023. La Banque centrale européenne (BCE) table sur une croissance mondiale de 2,9% en 2022, 3% en 2023 puis 3,4% en 2024.

Pour la zone euro, le FMI prévoit une croissance du PIB de 2,5% en 2022 et 1,4% en 2023.

En France, la croissance a aussi fortement ralenti en 2022 (par rapport à 2021), pour revenir à des taux plus proches de ceux que l'on connaissait avant la pandémie.



Dans le cadre de la loi de finances pour 2023, le gouvernement a tablé sur une hypothèse de croissance économique de 1 %, jugée comme plutôt optimiste. Pour la suite, les prévisions figurent dans le projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027 : elles sont comprises entre 1,6 % et 1,8 %.

| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|------|------|------|------|------|------|
|------|------|------|------|------|------|

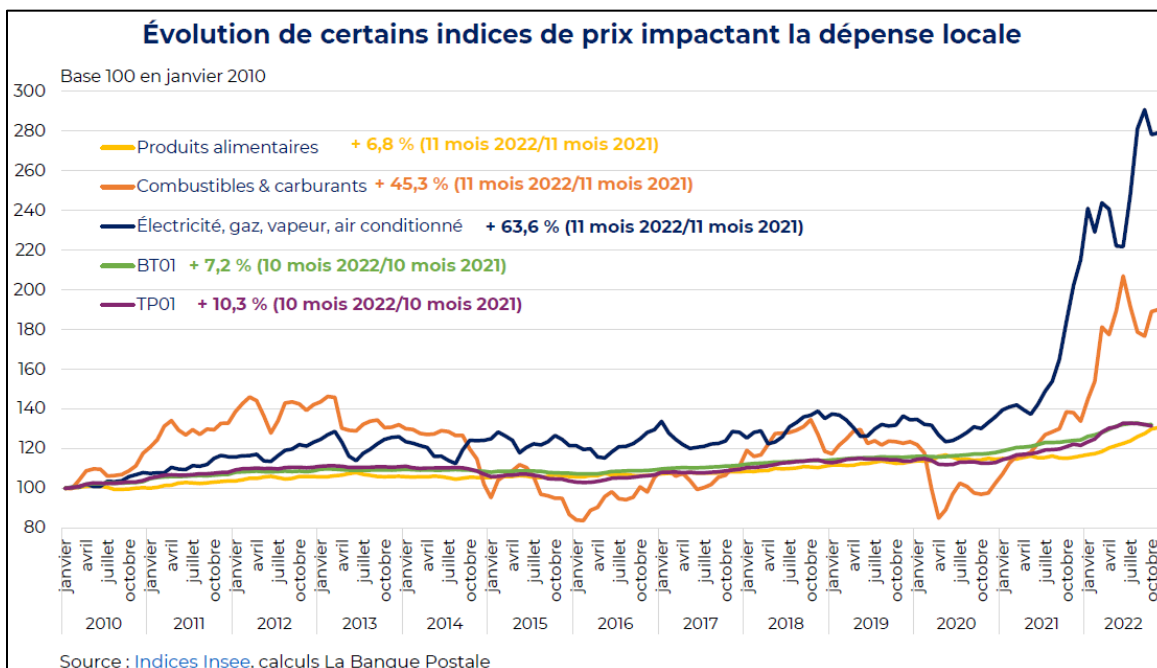
#### Prévisions de croissance

|                                    |       |       |       |       |       |       |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| . Gouvernement                     | 2,70% | 1,00% | 1,60% | 1,70% | 1,70% | 1,80% |
| . Banque de France (décembre 2022) | 2,60% | 0,30% | 1,20% | 1,80% | 1,80% | 1,80% |

#### Prévisions d'inflation

|                                    |       |       |       |       |       |       |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| . Gouvernement                     | 5,30% | 4,30% | 3,00% | 2,10% | 1,75% | 1,75% |
| . Banque de France (décembre 2022) | 6,00% | 6,00% | 2,50% | 2,10% | 2,10% | 2,10% |

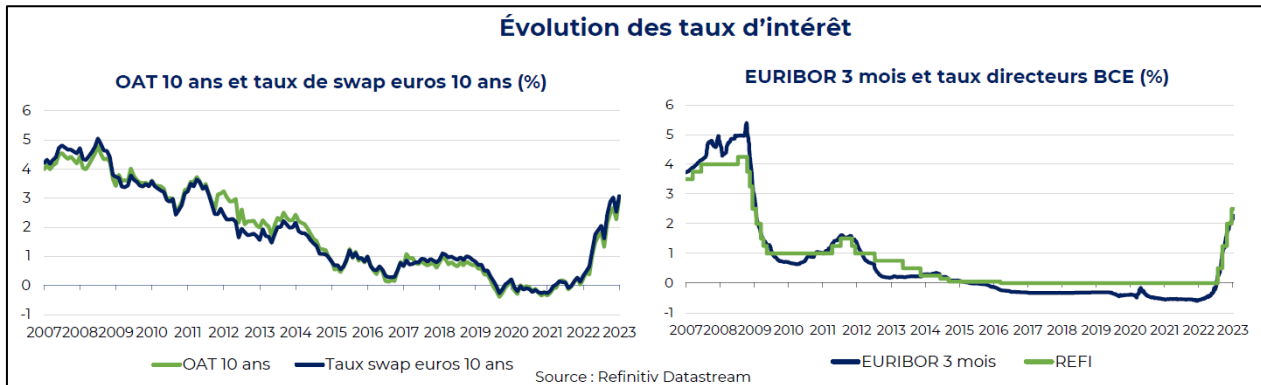
Dans le même temps, l'inflation resterait élevée, au moins jusqu'en 2024. Elle l'a été sur l'année 2022. En effet, sur un an, les prix à la consommation augmentent de 5,9 % en décembre 2022, avec un impact direct pour les collectivités locales. D'après la Banque Postale, **l'indice de prix de la dépense communale est en hausse de 7,2 %, avec l'envolée des prix de l'énergie, mais aussi la hausse des prix des matières premières.**



**Les taux d'intérêt sont également concernés**, avec des taux en forte augmentation depuis quelques mois atteignant des valeurs plus observées depuis plus de 10 ans.

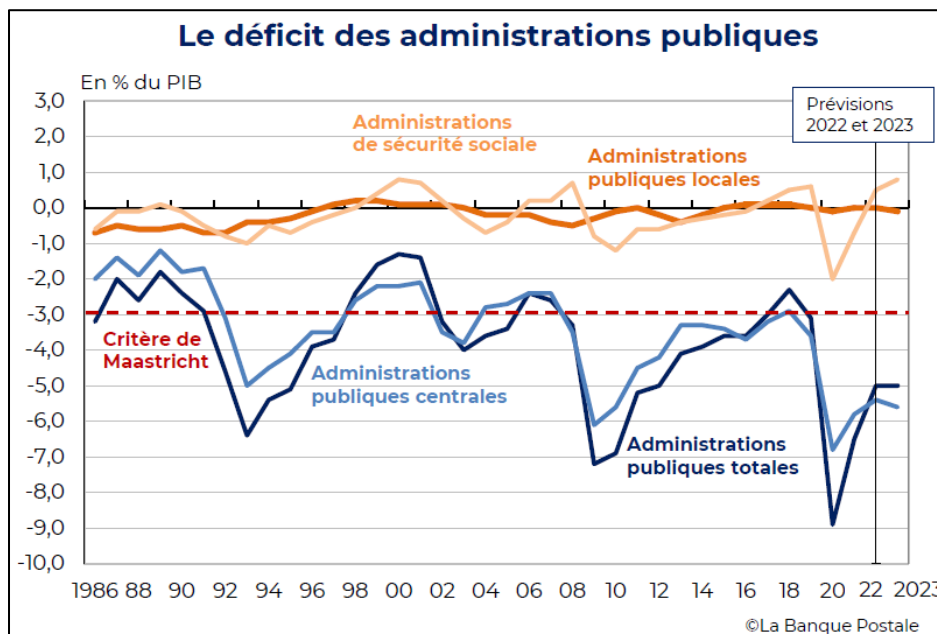
Après une longue période de taux courts particulièrement faibles, les taux d'intérêts en Zone Euro ont en effet augmenté significativement courant 2022 sous l'impact de la hausse des prix de l'énergie. Cette hausse a poussé la Banque centrale européenne (BCE) à resserrer sa politique monétaire quatre fois l'an dernier. La BCE a ainsi porté son principal taux de refinancement (REFI) de 0,00 % à 2,50 %.

En conséquence, l'Euribor 3 mois, principal index utilisé sur les emprunts à taux variable, est passé en territoire positif et se rapproche de 2,30 % début 2023. Les taux longs ont poursuivi leur remontée sous les effets cumulés de la croissance (PIB) depuis 2021 et de la reprise de l'inflation. Le taux de swap EUR à 10 ans s'établit ainsi désormais entre 2,50 % et 3,00 %.

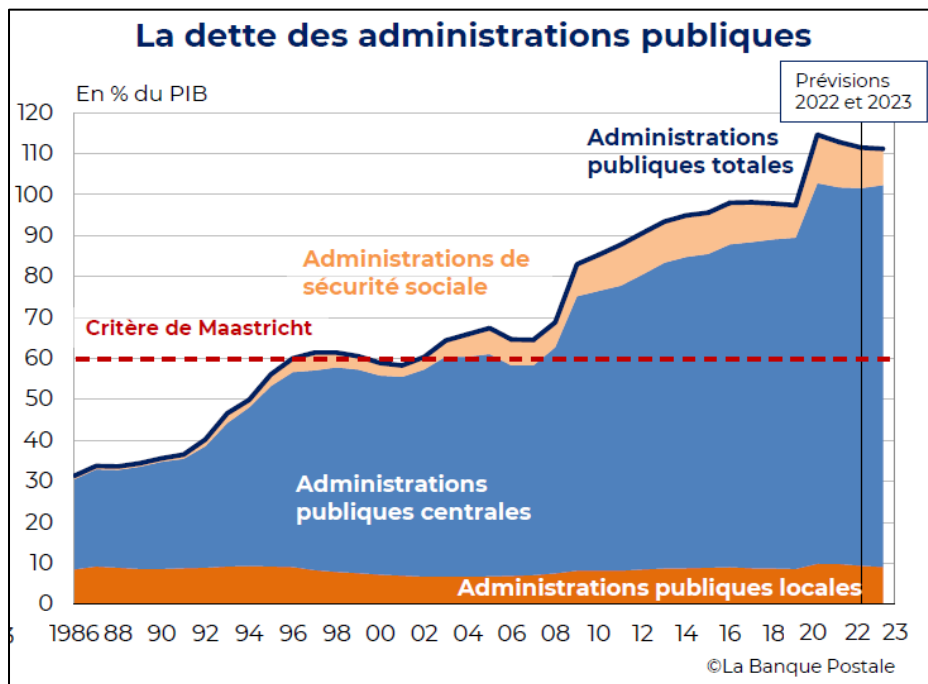


Face à ces différentes crises d'ampleur considérable, les mesures prises par les gouvernements et les institutions supranationales ont tout d'abord permis de limiter les effets de cette crise économique. En France, le gouvernement a mis en place un certain nombre de mesures d'urgence (chômage partiel, aides diverses, Ségur de la santé...), se traduisant sur les deux dernières années par un déficit budgétaire important.

C'est dans ce contexte dégradé pour les comptes publics qu'a été présenté le projet de loi de finances 2023. **Représentant 6,5% du PIB**, du fait du rôle de « stabilisateurs automatiques » joué par le budget de l'Etat en période de récession économique, **le déficit a atteint -160,7 milliards d'€ en 2021**. Il devrait s'établir à -172,6 milliards d'€ en 2022 et -158,5 milliards d'€ 2023.



**La dette publique continue ainsi d'augmenter en 2021 (+164,5 Md€) pour atteindre 2 749 Md€, soit 112,5% du PIB. Cette part devrait légèrement diminuer en 2023, mais rester toutefois au-dessus de 110 %.**



A horizon 2027, le projet de loi de programmation des finances publiques envisage le retour du déficit public français sous les 3 %, seuil au-delà duquel la procédure de « déficit excessif » peut être lancée. A cette échéance, le gouvernement prévoit avant tout que les administrations sociales et locales compensent la trajectoire négative des administrations centrales.

**La dette publique devrait rester très largement supérieure au seuil indiqué dans le pacte de stabilité et de croissance (60 %) ; aux alentours de 110 % du PIB en 2027.**

## 1.2 Loi de finances pour 2023 : les principales mesures intéressant le bloc communal

### 1.2.1 L'abandon de l'encadrement des dépenses des collectivités locales les plus importantes

Initialement, était prévu au PLF 2023 un dispositif d'encadrement des dépenses des collectivités locales les plus importantes (Régions, Départements, communes et EPCI dont les dépenses sont supérieures à 40 M€).

Au regard de la problématique développée ci-dessus sur les comptes publics, il s'agissait d'associer les collectivités à un effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique. L'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement était fixé à l'inflation – 0,5 %.

| 2023  | 2024  | 2025  | 2026  | 2027  |
|-------|-------|-------|-------|-------|
| +3,8% | +2,5% | +1,6% | +1,3% | +1,3% |

Si l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement d'une catégorie de collectivité avait été supérieure à cet objectif, l'Etat aurait identifié les collectivités au sein de cette catégorie ne respectant pas cet objectif, pour leur appliquer des sanctions financières.

Mais les parlementaires ont finalement rejeté un tel encadrement, d'autant plus contraignant au regard du caractère peu maîtrisable des coûts de l'énergie, des denrées alimentaires...

M. Cazeneuve, rapporteur général du Budget à l'Assemblée nationale a déclaré dans une interview « L'engagement des collectivités territoriales à partager l'effort de redressement des comptes publics m'a convaincu d'abandonner le contrat de confiance dans le PLF. C'est la preuve d'une vraie écoute des demandes des associations d'élus. En tant que rapporteur général, je rappelle à tout le monde que la maîtrise de nos dépenses publiques sur les cinq prochaines années est absolument fondamentale. L'Etat et les collectivités territoriales sont sur le même bateau. »

**A ce stade, aucun dispositif de type « pacte de Cahors » n'est donc retenu.** Mais la programmation proposée par l'Etat pourrait réapparaître, probablement amendée car la Première ministre a annoncé que le caractère sanctionnable serait abandonné.

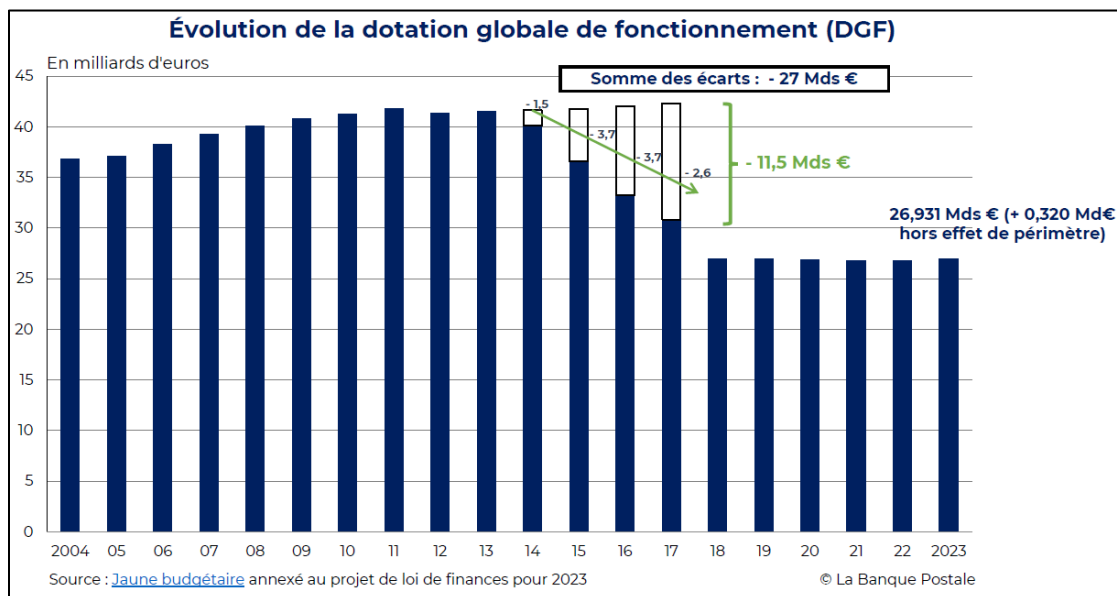
## 1.2.2 Les concours financiers versés par l'Etat

### La dotation globale de fonctionnement

La dotation globale de fonctionnement des communes (DGF) comprend :

- La dotation forfaitaire (DF)
- Les dotations de péréquation verticale (DSU, DSR et DNP).

Pour 2023, pour la première fois depuis 2013, la DGF est abondée par l'Etat de 320 M€.



Très concrètement, en 2023, l'écrêtement de la dotation forfaitaire des communes est suspendu et les communes conserveront donc l'intégralité de la croissance (lorsque c'est le cas) liée à la variation de la population (+35 M€).

Les dispositifs de péréquation sont de nouveau renforcés (+290 M€), et notamment la dotation de solidarité urbaine (DSU, +90 M€) dont la Ville de Talence est bénéficiaire.

**Pour la Ville, les concours financiers versés par l'Etat devraient ainsi être en légère augmentation entre 2022 et 2023, de près de 100 k€.**

### Le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales

Le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), dont la Ville de Talence est contributrice (par l'intermédiaire de Bordeaux Métropole), est maintenu au niveau national à 1 milliard d'euros. **Cela se traduit par une contribution pour la Ville de Talence comprise entre 300 et 350 k€ chaque année.**



## Les enveloppes destinées au financement de l'investissement

Trois enveloppes de soutien à l'investissement public local sont reconduites en 2023 :

- Dotation politique de la Ville : 150 M€
- Dotation d'équipement des territoires ruraux : 1 046 M€
- Dotation de soutien à l'investissement des départements : 212 M€.

|                | DPV                                                                              | DETR                                                                                                  | DSID                                                                                              |
|----------------|----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Enveloppe 2023 | 150 M€                                                                           | 1,046 Mds€                                                                                            | 212M€                                                                                             |
| Eligibilité    | Communes défavorisées et présentant des dysfonctionnements urbains               | Communes et EPCI < à 20 000 hab. + PF par hab. < à 1,3 fois PF par hab. moyen de la strate            | Départements de métropole et d'Outre Mer, métropole de Lyon et collectivités à statut particulier |
| Objet          | éducation, culture; emploi, développement économique, santé; sécurité, social... | économique, social, environnemental et touristique, pour développer ou maintenir les services publics | Dépenses d'aménagement foncier et d'équipement rural                                              |
| Attribution    | Par le préfet de département                                                     | Par le préfet de département                                                                          | Par le préfet de région                                                                           |

La loi de finances pour 2023 met en revanche un terme à la DSIL (dotation de soutien à l'investissement local) exceptionnelle introduite par le PLF 2021 afin de financer les opérations des collectivités prévues dans les contrats de relance et de transition écologique mis en place pour faire face à la crise sanitaire.

Est donc reconduite la seule DSIL pour 570 M€.

|      | Enveloppe 2022                                  | Enveloppe 2023 | Eligibilité                                                         | Objet                                                                                                                                         | Attribution             |
|------|-------------------------------------------------|----------------|---------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| DSIL | 907 M€<br>Dont 337M€ d'enveloppe exceptionnelle | 570 M€         | Communes et EPCI à fiscalité propre en métropole ainsi que les PETR | Rénovation thermique, transition énergétique, mise aux normes; développement du numérique, équipements liés à la hausse du nombre d'habitants | Par le préfet de région |

Enfin, la loi de finances pour 2023 crée un « fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » de 500 M€ par an sur quatre ans. Ses crédits sont territorialisés par région, répartis par les préfets, et sont destinés à financer trois thématiques :

- Amélioration de l'efficacité énergétique (rénovation thermique des bâtiments publics éclairage public...);
- Adaptation au changement climatique (prévention des inondations, des risques d'incendies...);
- Amélioration du cadre de vie (zone à faibles émissions notamment).

### 1.2.3 Les mesures de soutien de l'Etat dans le cadre de la forte augmentation des prix de l'énergie

Dans le cadre de la forte augmentation des prix de l'énergie, l'Etat a mis en place différents mécanismes pour amortir le choc pour les collectivités.

- Le maintien à taux réduit de la Taxe Intérieur sur la Consommation Finale d'Electricité (TIFCE) ;
- Le bouclier tarifaire électricité (accessible également aux collectivités toujours éligibles aux Tarifs Réglementés de Vente (TRV) ayant opté pour une offre de marché) ;
- L'amortisseur électricité ;
- Le filet de sécurité.

**La Ville de Talence sera notamment concernée par le dispositif d'amortisseur.** La LFI 2023, précisée par le décret 2022-1774 du 31/12/2022, instaure en effet une aide égale à 50% de la part de la facture de fourniture électrique (hors réseaux et taxes) dépassant 180 €/MWh, dans la limite de 500 €/MWh (soit 160 €/MWh au maximum).

Au lieu d'être quasiment doublé...

| Energies    | Segment             | Descriptif           | Prix moyen 2023 (hors amortisseur ou bouclier tarifaire) |        |                          |        |               |        |            |                 |      |
|-------------|---------------------|----------------------|----------------------------------------------------------|--------|--------------------------|--------|---------------|--------|------------|-----------------|------|
|             |                     |                      | FOURNITURE<br>€ HT/MWh                                   |        | ACHEMINEMENT<br>€ HT/MWh |        | TAXE<br>€/MWh |        | TOTAL<br>€ | Ecart 2022/2023 |      |
|             |                     |                      | € HT/MWh                                                 | %/TTC  | € HT/MWh                 | %/TTC  | €/MWh         | %/TTC  |            | TTC/MWh         | %    |
| Electricité | C5 Bâtiments        | <= 36 kVA BT         | 264,30                                                   | 65,96% | 66,93                    | 16,70% | 69,45         | 17,33% | 400,69     | 90,74%          | 1,91 |
|             | C5 Eclairage public | <= 36 kVA BT         | 160,28                                                   | 62,16% | 50,81                    | 19,70% | 46,77         | 18,14% | 257,86     | 24,01%          | 1,24 |
|             | C4                  | > 36 kVA BT          | 255,32                                                   | 66,69% | 58,87                    | 15,38% | 68,66         | 17,93% | 382,85     | 92,15%          | 1,92 |
|             | C3                  | > 36 kVA HTA profilé | 242,50                                                   | 73,05% | 31,32                    | 9,44%  | 58,13         | 17,51% | 331,95     | 98,99%          | 1,99 |
|             | C2                  | > 36 kVA HTA profilé | 221,50                                                   | 74,21% | 25,22                    | 8,45%  | 51,75         | 17,34% | 298,47     | 82,29%          | 1,82 |

... le prix de l'électricité serait ainsi multiplié plutôt par 1,5.

| Energies    | Segment             | Descriptif           | Prix moyen 2023 avec amortisseur |                    |                    |                 |        |        |
|-------------|---------------------|----------------------|----------------------------------|--------------------|--------------------|-----------------|--------|--------|
|             |                     |                      | TOTAL<br>€ TTC/MWh               | AMORTISSEUR        |                    | Ecart 2022/2023 |        |        |
|             |                     |                      |                                  | DECOTE<br>€ HT/MWh | TOTAL<br>€ TTC/MWh | Gain %          | %      | soit x |
| Electricité | C5 Bâtiments        | <= 36 kVA BT         | 400,69                           | 40,65              | 351,90             | 11,55%          | 67,52% | 1,68   |
|             | C5 Eclairage public | <= 36 kVA BT         | 257,86                           | 0,00               | 257,86             | 0,00%           | 24,01% | 1,24   |
|             | C4                  | > 36 kVA BT          | 382,85                           | 37,66              | 337,66             | 11,15%          | 69,47% | 1,69   |
|             | C3                  | > 36 kVA HTA profilé | 331,95                           | 31,25              | 294,45             | 10,61%          | 76,51% | 1,77   |
|             | C2                  | > 36 kVA HTA profilé | 298,47                           | 20,75              | 273,57             | 7,58%           | 67,09% | 1,67   |

**La loi de finances pour 2023 a également instauré un filet de sécurité**, permettant aux collectivités de percevoir une dotation pour celles dont la hausse du coût de l'énergie aurait un impact significatif sur les équilibres financiers.

Il faut remplir deux conditions pour y être éligible :

- Une baisse de plus de 15 % de l'épargne brute entre 2022 et 2023 ;
- Un potentiel financier par habitant inférieur à deux fois la moyenne du potentiel financier par habitant.

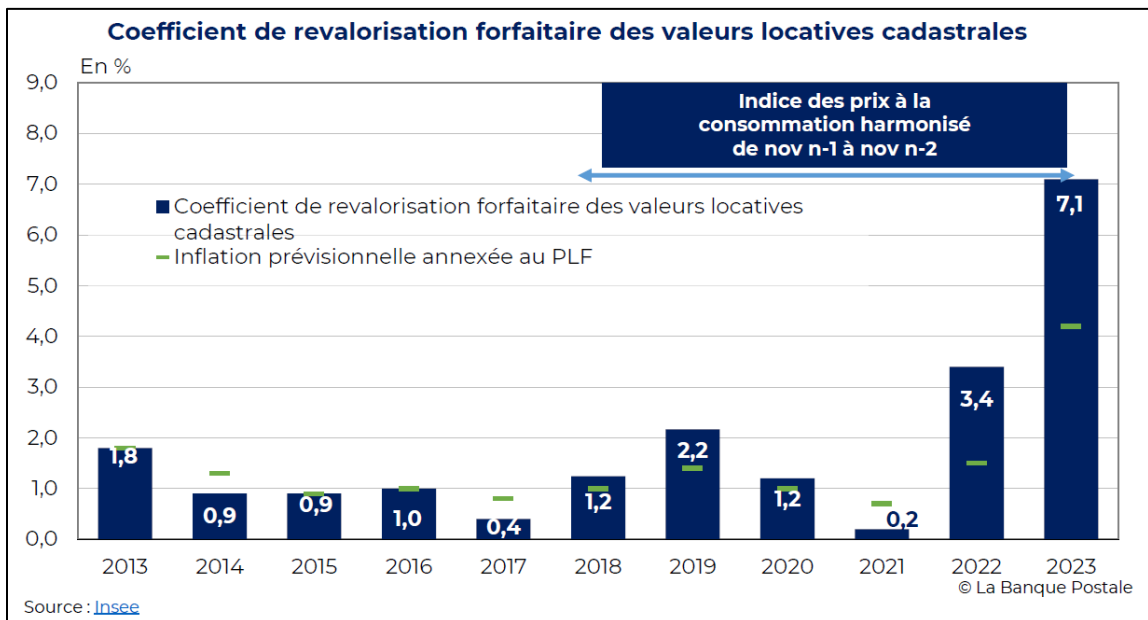
Pour chaque collectivité territoriale ou groupement bénéficiaire, cette dotation est égale à 50 % de la différence entre l'augmentation des dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain entre 2022 et 2023 et 50 % de celle des recettes réelles de fonctionnement entre 2022 et 2023.

**En fonction de l'évolution de ces facteurs, la Ville de Talence sera ou non éligible à cette dotation.**

#### 1.2.4 Le coefficient de revalorisation forfaitaire des bases d'imposition pour 2023

Comme le prévoit l'article 1518 bis du Code général des impôts (CGI), depuis 2018, les valeurs locatives foncières sont revalorisées en fonction de l'inflation constatée (et non plus de l'inflation prévisionnelle comme c'était le cas jusqu'en 2017). Ce taux d'inflation est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) entre le mois de novembre N et le mois de novembre N-1.

L'inflation étant plus importante en 2022 que les années précédentes, ce coefficient le sera également. **Il sera pour 2023 de 7,1 %.**



## 2. UNE GESTION FINANCIERE RIGOUREUSE PERMETTANT D'APPREHENDER SEREINEMENT CE CONTEXTE INCERTAIN

### LES PRINCIPAUX RESULTATS A RETENIR DE CET EXERCICE 2022

Grâce à l'amélioration constante de sa situation financière depuis 2014, la Ville de Talence est en mesure de faire face aux différentes crises mondiales qui se succèdent, le retour d'une inflation forte constituant de loin la principale difficulté.

L'épargne brute est même encore en légère augmentation sur cet exercice 2022 (de 6,6 M€ à 6,8 M€), ce qui permet à la Ville de continuer à afficher une capacité de désendettement inférieure à la moyenne (2,9 ans, contre 4,9 ans pour les Villes de même strate).

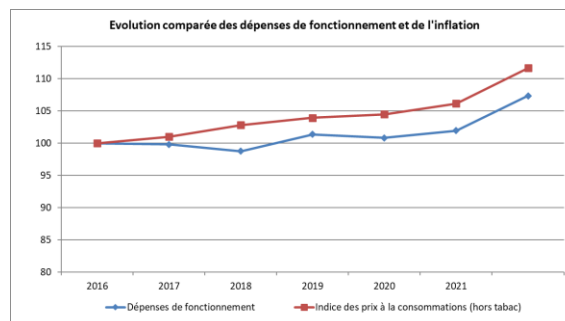
Sur l'exercice 2022, comme prévu, la Ville de Talence investit massivement, avec des dépenses qui s'élèvent à près de 19 M€. Trois projets d'envergure sont en effet en cours de réalisation : la réhabilitation du stade nautique, l'extension et la réhabilitation du groupe scolaire Paul Lapie et la participation aux travaux du stade Pierre Paul Bernard, du pôle administratif et sportif et du dojo.

Le financement de ces investissements est assuré à 75 % par les ressources propres de la Ville, qu'elle complète (pour la première fois depuis 6 ans) par un emprunt de 5 M€. L'encours de dette s'élève ainsi à 19,5 M€ au 31/12/2022 (contre 16,3 M€ au 1<sup>er</sup> janvier).

Les ratios financiers de la Ville restent par conséquent à de très bons niveaux.

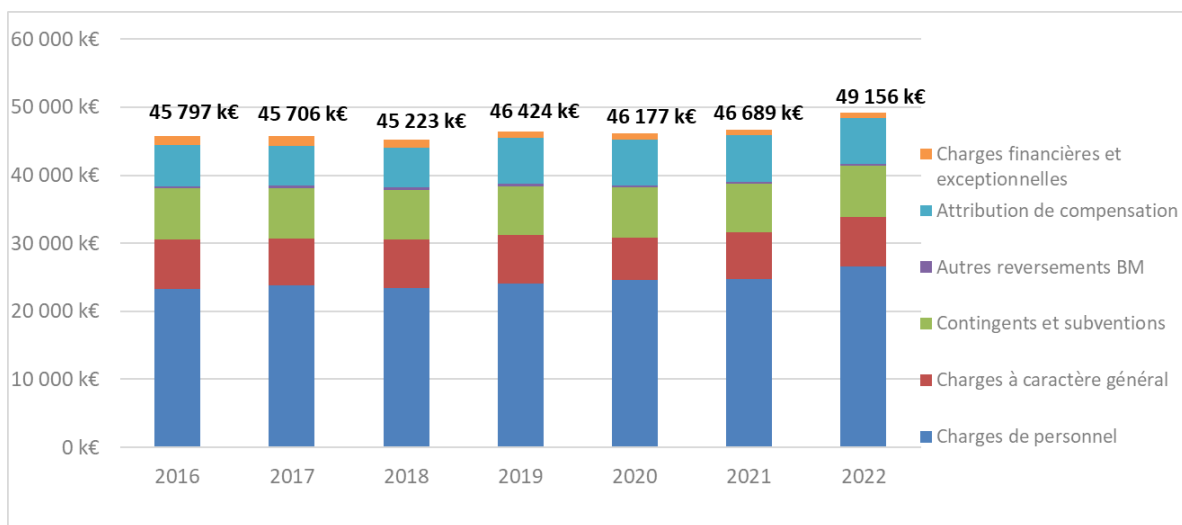
|                            | 2016     | 2017    | 2018    | 2019    | 2020    | 2021    | 2022    |
|----------------------------|----------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Epargne brute              | 2,7 M€   | 3,9 M€  | 5,3 M€  | 5,0 M€  | 5,4 M€  | 6,6 M€  | 6,8 M€  |
| Encours de dette au 31/12  | 31,1 M€  | 28,4 M€ | 25,9 M€ | 23,6 M€ | 18,4 M€ | 16,3 M€ | 19,5 M€ |
| Capacité de désendettement | 11,4 ans | 7,3 ans | 4,9 ans | 4,7 ans | 3,4 ans | 2,5 ans | 2,9 ans |
| Trésorerie au 31/12        | 13,4 M€  | 17,0 M€ | 14,9 M€ | 21,8 M€ | 15,7 M€ | 13,0 M€ | 7,6 M€  |

Entre l'inflation constatée en 2022 (plus de 5 %), la reprise d'un certain nombre d'activités/manifestations (après deux années de crise sanitaire) et sous les effets conjugués de la hausse de 3,5 % du point d'indice au 1<sup>er</sup> juillet 2022 (+0,5 M€) et de la mise en place du RIFSEEP au 1<sup>er</sup> février 2022 (+0,35 M€), les dépenses de fonctionnement de la Ville de Talence progressent de manière importante entre les exercices 2021 et 2022 (+5,3 %).

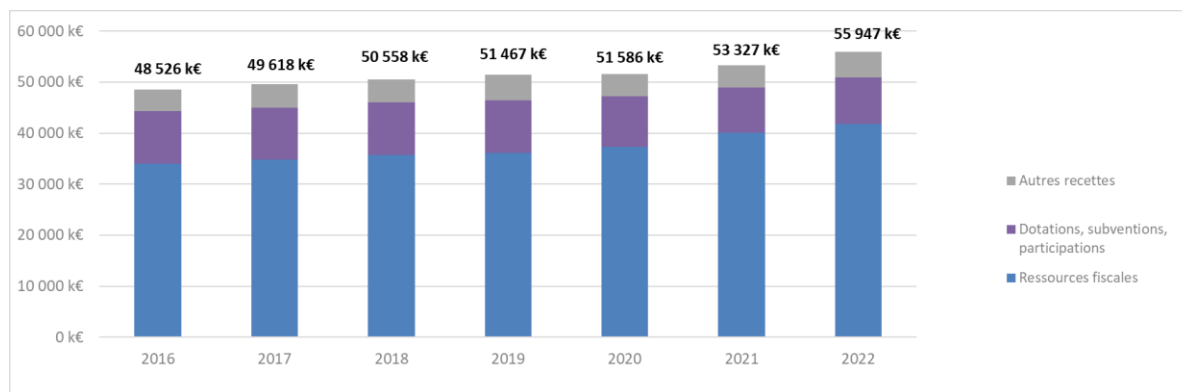


Néanmoins, depuis 2016, les dépenses de fonctionnement de la Ville progressent sur un rythme moins élevé que celui de l'inflation.

Sur l'exercice 2022, ce sont les charges à caractère général (+4,1 %) et les charges de personnel (+7,9 %) qui augmentent le plus. A l'inverse, la Ville continue de réaliser des économies sur les frais financiers (-9,6 %), résultat notamment du désendettement significatif qui s'opère depuis 2014. **Au compte administratif 2022, les dépenses de fonctionnement s'établissent ainsi à 49,2 M€** (contre 46,7 M€ au CA 2021).



**Dans le même temps, les recettes de fonctionnement croissent de 4,9 %, pour atteindre près de 56 M€.** Ce sont les produits de la fiscalité directe (revalorisation nationale des bases d'imposition de 3,4 %) et indirecte (notamment avec la hausse des droits de mutation à titre onéreux), avec des hausses respectives de 3,9 % et 10,5 %, qui participent à cette croissance relativement importante des recettes.

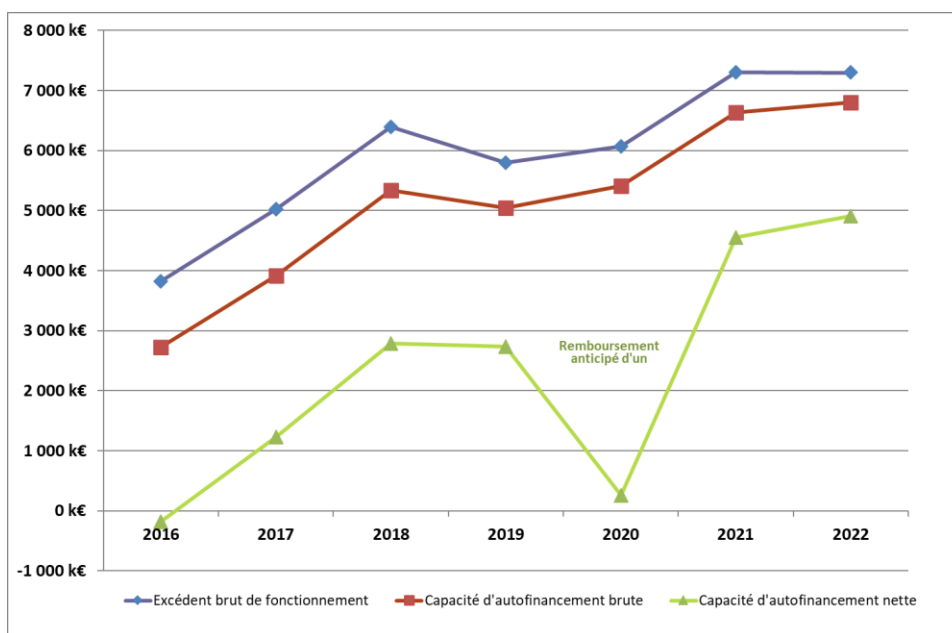


Il importe également de souligner que la dotation globale de fonctionnement (comprenant la part forfaitaire, la dotation de solidarité urbaine et la dotation nationale de péréquation) est en augmentation (+0,7 %) et passe de 7,4 M€ à 7,5 M€.

Par ailleurs, contrairement aux deux années précédentes, les produits des services et les loyers perçus sont également en hausse. La Ville avait en effet accordé en 2020 et 2021 de nombreux remboursements et exonérations en lien avec la crise sanitaire.

Les recettes et dépenses de fonctionnement progressant à un rythme quasiment équivalent, **les soldes d'épargne de la Ville sont légèrement en hausse entre 2021 et 2022. L'épargne brute augmente en effet de 2,5 % et s'établit à 6,8 M€ en 2022 (contre 6,6, M€ en 2021).**

**Avec le désendettement significatif que connaît la Ville depuis 2014, le remboursement du capital de la dette est en baisse (de 2,1 M€ à 1,9 M€) et l'épargne nette est donc aussi en hausse (+7,9 %). Elle s'élève à 4,9 M€ en 2022.**



**L'année 2022 est enfin marquée par un niveau record d'investissement. Les dépenses d'équipement se chiffrent à 18,8 M€ (soit 429 €/habitant, contre 340 € en moyenne en 2021 pour les communes de même strate) et traduisent la réalisation de nombreux projets :**

- Réhabilitation du stade nautique ;
- Réhabilitation et extension du groupe scolaire Paul Lapie ;
- Réhabilitation et extension de stade Pierre Paul Bernard ;
- Construction du pôle administratif et sportif et d'un dojo ;
- Création de la maison des nouvelles solidarités ;
- Divers travaux d'entretien des bâtiments communaux, des écoles et de voirie ;
- ...

En plus de l'épargne nette (4,9 M€), la Ville dispose en 2022 de ressources propres relativement importantes (3,5 M€) :

- Les subventions versées par l'Etat ou d'autres collectivités dans le cadre des projets d'investissement : 1,1 M€ ;
- La récupération de la TVA : 1,1 M€ ;
- Le reversement par Bordeaux Métropole d'une partie de la taxe d'aménagement : 0,6 M€ ;
- Les cessions foncières : 0,7 M€.

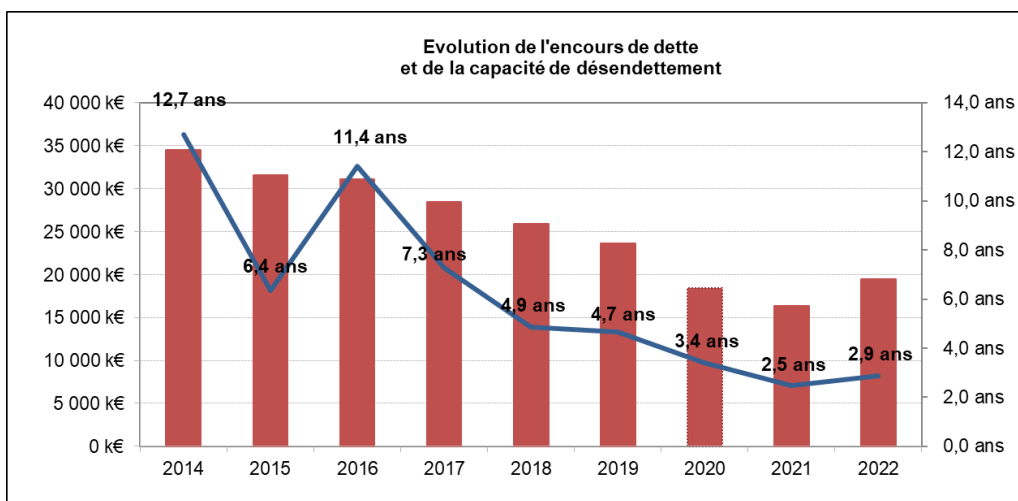
Néanmoins, au regard de l'importance des investissements réalisés, le besoin de financement est relativement conséquent (10,4 M€). Il est couvert par :

- La consommation d'une partie de la trésorerie : 5,4 M€ ;
- Un emprunt d'équilibre (pour la première fois depuis 6 ans) : 5,0 M€.

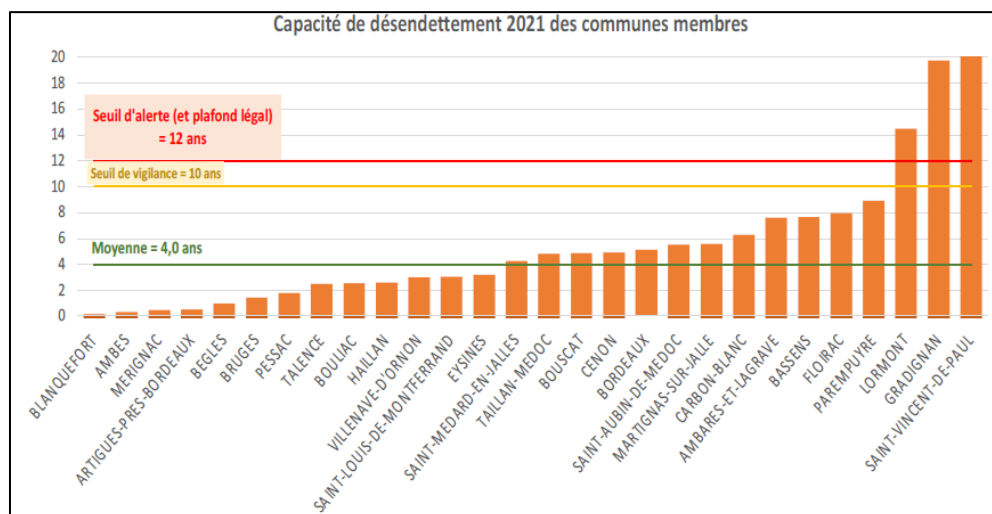
Cet emprunt a été contracté en fin d'année 2022 auprès de la Banque Postale. Il est constitué de deux lignes :

- Un premier emprunt de 3 M€ à taux fixe (3,60 %) sur 20 ans ;
- Un second de 2 M€ à taux variable (Euribor 3 mois + 0,73 %) sur 20 ans.

**L'encours de dette est ainsi en hausse en 2022 et passe de 16,3 M€ au 31/12/2021 à 19,5 M€ au 31/12/2022 :**



**La capacité de désendettement est ainsi en légère augmentation, de 2,5 ans à 2,9 ans.** Pour rappel, elle était de 12,7 ans en 2014 et la moyenne nationale des villes de même strate s'établit en 2021 à 4,9 ans. Au sein de Bordeaux Métropole, la Ville de Talence fait figure de bonne élève en la matière.



Cette situation financière, résultat des efforts de gestion réalisés depuis de nombreuses années et du dynamisme du territoire, permet :

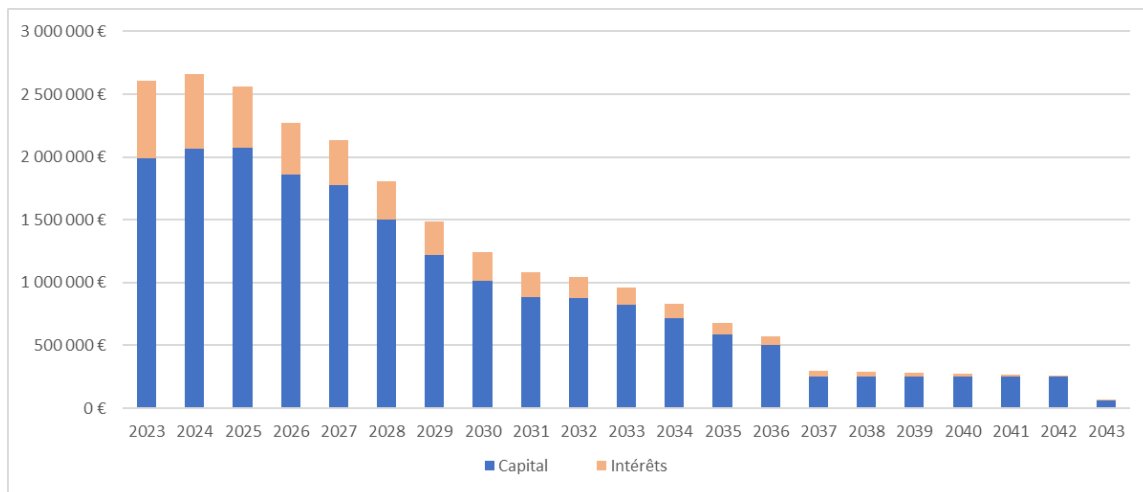
- De mener les actions du plan de mandat et notamment l'important programme d'investissement ;
- De faire face à la forte inflation, sans pour autant augmenter les taux d'imposition.

### **Quelques caractéristiques de la dette de la Ville au 31 décembre 2022**

**Au 31 décembre 2022, l'encours de dette de la Ville de Talence s'élevait à 16 458 470 €, soit 444 € par habitant (contre 999 € en moyenne pour les communes de même strate).**

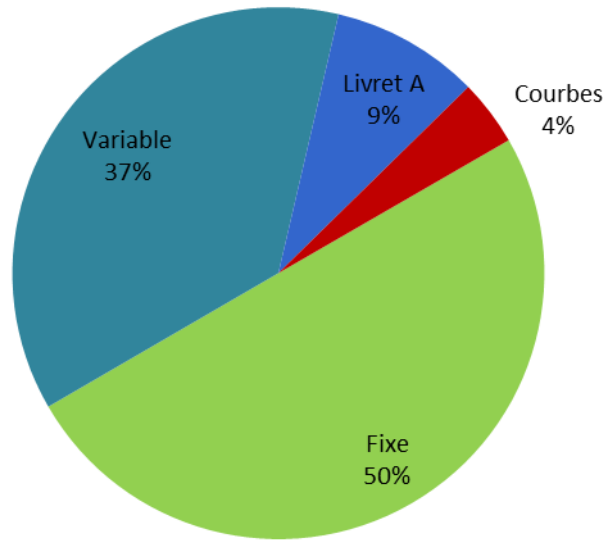
- Nombre d'emprunts composant l'encours de dette : 17
- Taux d'intérêt moyen : 3,44 % (en hausse sous l'effet de la remontée des taux)
- Durée résiduelle moyenne : 8 ans et 11 mois

Le profil de remboursement de la dette existante est le suivant (hors opérations de renégociation, remboursement anticipé et nouveaux emprunts contractés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023) :

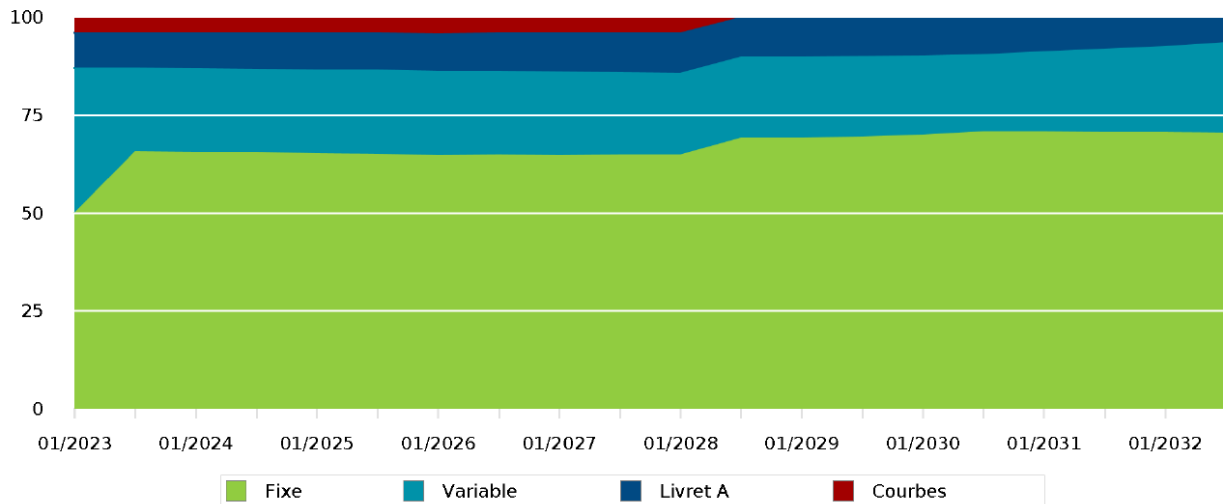




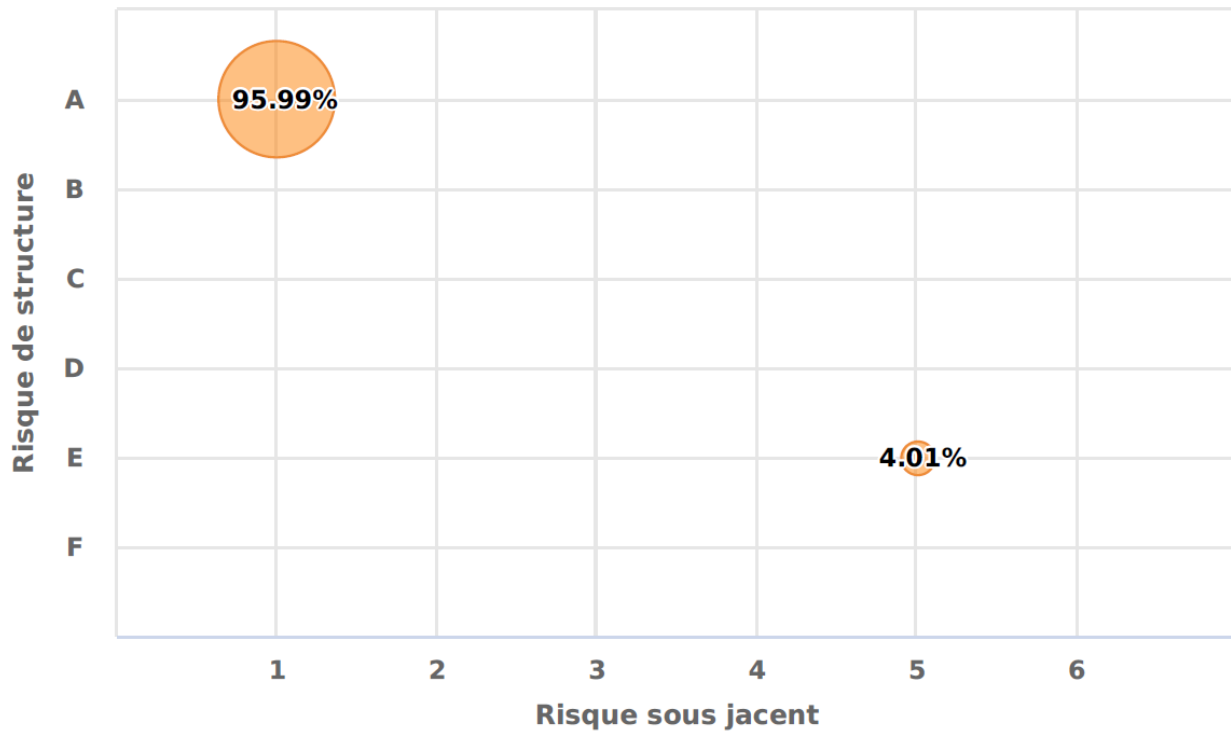
### Répartition de la dette selon le type de taux



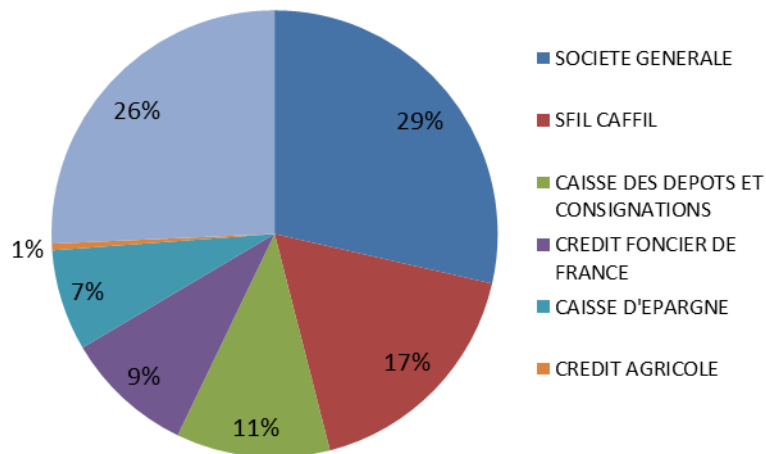
### Evolution du risque de taux



### Répartition de la dette selon le risque (charte de Gissler)



### Répartition de la dette par établissements prêteurs



### **3. ORIENTATIONS 2023-2027 : UN EQUILIBRE A TROUVER ENTRE UNE GESTION RIGOUREUSE ET UN PROGRAMME D'INVESTISSEMENT AMBITIEUX**

#### **QUELS ENGAGEMENTS ET AMBITIONS POUR LES ANNEES 2023-2027 ?**

Depuis quelques mois (et notamment suite au déclenchement du conflit en Ukraine), le contexte économique s'est nettement dégradé et surtout, l'inflation a atteint des niveaux plus connus depuis le début des années 80.

Face à cette situation inédite, **la Ville doit s'adapter et mettre en place une stratégie financière** (qui pourra s'ajuster au fil des mois en fonction de l'évolution du contexte), dont les grandes lignes directrices sont les suivantes :

- **Ne pas augmenter les taux d'imposition ;**
- **Renforcer son soutien financier aux secteurs associatifs et sociaux ;**
- **Maintenir la qualité des services publics offerts aux Talençais ;**
- **Maîtriser au maximum l'évolution des dépenses de fonctionnement ;**
- **Préserver le programme d'investissement, en priorisant notamment les projets en faveur de la sobriété énergétique.**

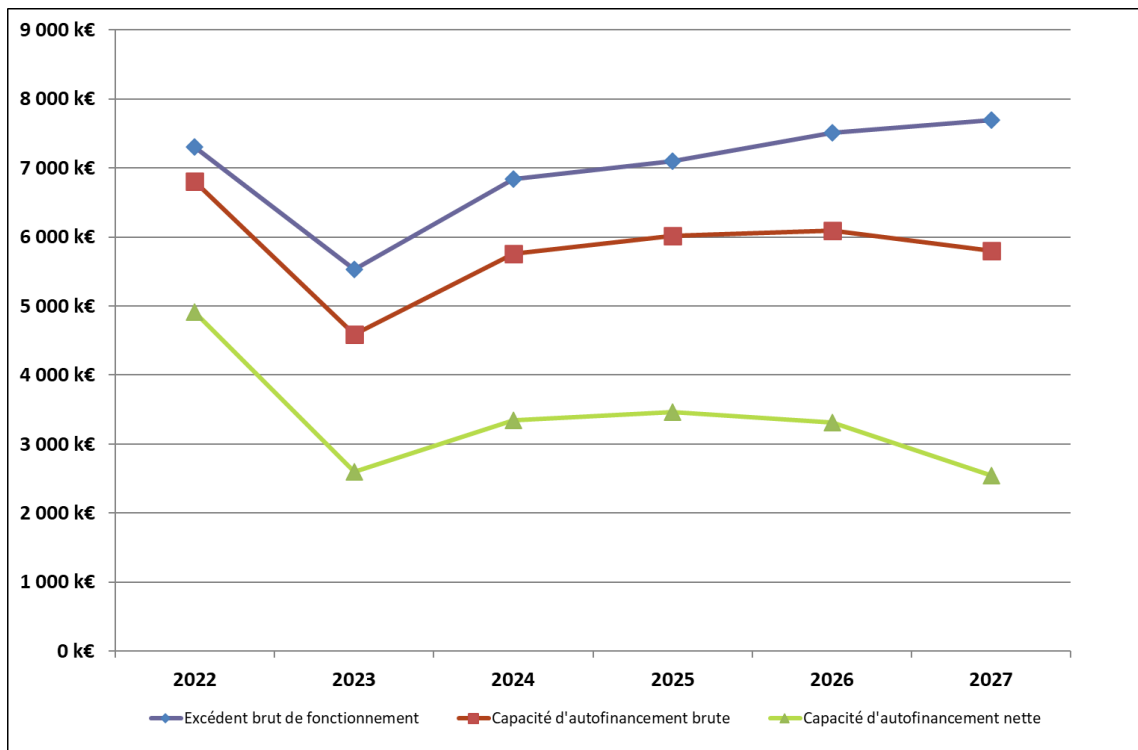
**Ce programme d'investissement doit malgré tout rester ambitieux, pour continuer à servir efficacement les Talençais et redoubler d'effort en ce qui concerne la sobriété énergétique.** Ce programme se chiffre entre 2023 et 2027 à près de 100 M€. Sont priorisés les projets dans les secteurs de l'éducation, l'environnement, le cadre de vie et le vivre-ensemble.

Cet investissement important est aujourd'hui possible car la Ville a su sur les dernières années absorber la baisse des dotations versées par l'Etat, tout en se désendettant de moitié, pour afficher au compte administratif 2022 de très bons ratios de soutenabilité financière.

Avec l'inflation des prix des fournitures et prestations courantes (alimentation, matériel et outillage, petits travaux...) et la multiplication par près de 2 du prix de l'électricité et du gaz, la Ville doit s'efforcer de piloter encore plus rigoureusement sa section de fonctionnement.

L'année 2023 est par ailleurs une année particulière pour les équilibres financiers de la Ville de Talence, puisqu'il est prévu à compter de l'été la réouverture du stade nautique.

**Par conséquent, les soldes d'épargne devraient être en baisse relativement importante sur ce prochain exercice, pour remonter progressivement jusqu'en 2027 au prix d'une gestion rendue nécessairement encore plus rigoureuse.**



L'épargne brute (après paiement des intérêts de la dette) et l'épargne nette (après déduction du remboursement du capital de la dette) seraient plutôt en diminution en fin de période, conséquence de la charge des emprunts qui seraient contractés pour financer le programme d'investissement.

Dans ce contexte, **la Ville de Talence conserve en effet ses ambitions avec comme objectif la réalisation d'un important programme d'investissement, de près de 100 M€ entre 2023 et 2027 (soit 20 M€ par an en moyenne).**

Par rapport au programme présenté en début de mandature, **la Ville a fait le choix d'ajouter une enveloppe de 500 k€ par an (2,5 M€ entre 2023 et 2027) consacrée à la réalisation de travaux en faveur de la sobriété énergétique des bâtiments.**

Par ailleurs, parmi les principaux projets qui seront réalisés ou dans le cadre de travaux plus courants, la Ville s'efforce à chaque fois d'être exemplaire en matière de transition écologique. Ainsi, d'ici 2027, ce sont plus de 30 M€ (un tiers des crédits) qui seront affectés à cet objectif de manière transversale.

| (en milliers d'euros)                                                                      | 2023          | 2024          | 2025          | 2026          | 2027          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE</b>                                                       | <b>5 800</b>  | <b>7 130</b>  | <b>12 220</b> | <b>10 250</b> | <b>2 750</b>  |
| Château des Arts                                                                           | 250           | 2 000         | 6 500         | 6 000         |               |
| Grand Peixotto-Margaut                                                                     | 2 100         | 1 000         | 2 200         | 1 900         |               |
| Aménagement et végétalisation des espaces publics                                          | 150           | 700           | 1 020         |               |               |
| Square Fehlmann - Place Aristide Briand                                                    | 300           | 690           |               |               |               |
| Aires de jeux pour enfants                                                                 | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           |
| Entretien du patrimoine et végétalisation                                                  | 1 750         | 1 750         | 1 750         | 1 750         | 1 750         |
| Travaux d'amélioration de la sobriété énergétique des bâtiments                            | 500           | 500           | 500           | 500           | 500           |
| Réouverture de la halte de Talence Médoquine                                               | 150           | 200           |               |               |               |
| Quartier de Thouars                                                                        | 500           |               |               |               |               |
| Rénovation de l'Eglise Notre-Dame                                                          |               | 90            | 150           |               |               |
| Travaux voirie et éclairage public                                                         |               | 100           |               |               | 400           |
| <b>VIVRE ENSEMBLE ET SOLIDARITES</b>                                                       | <b>13 343</b> | <b>2 880</b>  | <b>7 235</b>  | <b>10 900</b> | <b>15 180</b> |
| Groupe scolaire Lapie                                                                      | 1 930         |               |               |               |               |
| Groupe scolaire Camus                                                                      | 150           | 750           | 1 675         | 2 400         | 3 000         |
| Groupe scolaire Ravel (en complément de Bordeaux Métropole)                                |               | 350           | 350           |               |               |
| Travaux sur la cuisine centrale                                                            | 100           | 100           | 1 400         | 2 500         | 3 600         |
| Travaux bâtiment Espeleta et création d'une maison de l'enfance                            | 190           | 50            | 360           |               |               |
| Amélioration du confort et de l'accessibilité des écoles et des lieux de pratique musicale |               | 50            | 50            |               |               |
| Nouveau centre social                                                                      | 500           | 1 000         |               |               |               |
| Salle polyvalente                                                                          | 1 125         | 100           | 2 000         | 3 000         | 4 880         |
| Planétarium                                                                                | 80            | 0             | 1 300         | 2 500         | 3 200         |
| Forum                                                                                      |               |               |               | 500           |               |
| Médiathèque Gérard Castagnéra                                                              | 50            |               |               |               | 500           |
| Stade nautique Henri Deschamps                                                             | 7 600         |               |               |               |               |
| Grand Stade Pierre Paul Bernard (part communale)                                           | 998           | 90            |               |               |               |
| Dojo                                                                                       | 300           | 390           |               |               |               |
| Nouvel espace pour la gymnastique                                                          |               |               | 100           |               |               |
| Skate-park                                                                                 | 320           |               |               |               |               |
| <b>PROXIMITE-SECURITE ET PARTICIPATION CITOYENNE</b>                                       | <b>200</b>    | <b>350</b>    | <b>200</b>    | <b>350</b>    | <b>0</b>      |
| Budget participatif                                                                        |               | 350           |               | 350           |               |
| Vidéoprotection                                                                            | 200           |               | 200           |               |               |
| <b>AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>                                                    | <b>3 555</b>  | <b>2 115</b>  | <b>1 525</b>  | <b>1 565</b>  | <b>1 605</b>  |
| Acquisition de matériels                                                                   | 670           | 720           | 720           | 720           | 720           |
| Attribution de compensation d'investissement versée à Bordeaux Métropole                   | 710           | 750           | 790           | 830           | 870           |
| Autres projets et dépenses imprévues                                                       | 2 175         | 645           | 15            | 15            | 15            |
| <b>TOTAL DES PROJETS D'INVESTISSEMENT</b>                                                  | <b>22 897</b> | <b>12 475</b> | <b>21 180</b> | <b>23 065</b> | <b>19 535</b> |
|                                                                                            |               |               | <b>99 153</b> |               |               |
| dont dépenses affectées à la transition écologique                                         |               |               | <b>33 777</b> |               |               |

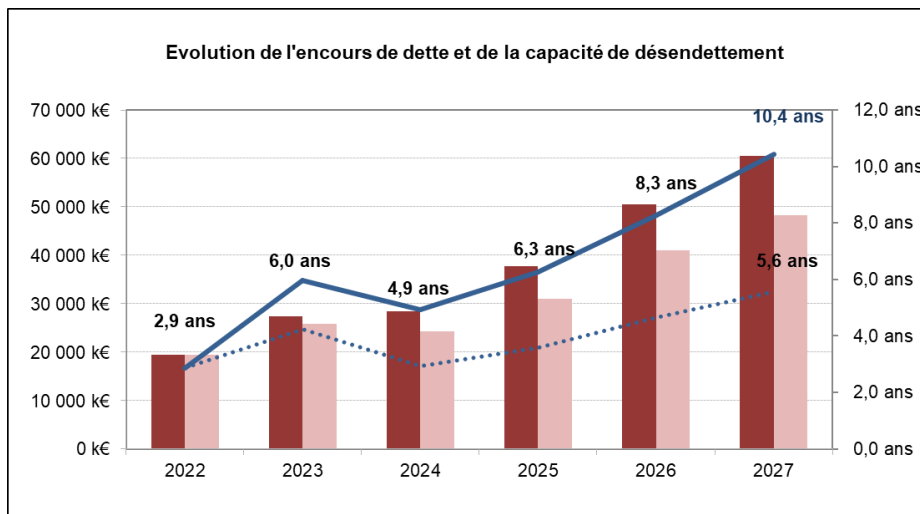
A noter que les estimations du programme d'investissement 2023-2027, indiquées ici, sont naturellement susceptibles d'être régulièrement actualisées et modifiées en fonction :

- De l'avancement des projets (notamment du fait des contraintes techniques et réglementaires),
- Du coût réel des dépenses soumis au résultat des appels d'offres et à l'actualisation des prix.

**Ce programme 2023-2027, comme indiqué dans le tableau en page précédente, prévoit donc :**

- La fin des travaux en 2023 de 3 grands projets :
  - La réhabilitation et extension du groupe scolaire Lapie
  - La réhabilitation du stade nautique Henri Deschamps
  - La réhabilitation et extension du stade Pierre Paul Bernard et la construction du pôle administratif et sportif, ainsi que du Dojo
- La réalisation de nouvelles opérations :
  - La réhabilitation et extension du groupe scolaire Camus
  - La construction d'une nouvelle cuisine centrale
  - La réouverture de la halte de Talence Médoquine
  - Le Grand Peixotto-Margaut (bâtiments et jardins)
  - La réhabilitation du château des Arts
  - La construction d'une salle polyvalente
  - La construction d'un planétarium
  - L'aménagement et la végétalisation de 7 places publiques
- Et la mise en œuvre de travaux dans le cadre d'enveloppe annuelle :
  - Travaux de sobriété énergétique
  - Entretien du patrimoine
  - Végétalisation de la Ville
  - Aires de jeux pour enfants
  - Budget participatif
  - Acquisition de matériel pour le bon fonctionnement des services

**Pour la réalisation de cet important programme d'investissement, la Ville de Talence aura forcément recours à l'emprunt, dans des proportions toutefois soutenables, notre objectif étant que la capacité de désendettement ne dépasse pas 12 ans.**



*Apparaissent en histogramme clair et courbe en pointillé, l'évolution de l'encours de dette et de la capacité de désendettement dans l'hypothèse où la Ville n'aurait pas à supporter la forte hausse du coût de l'énergie.*

Globalement, notre stratégie financière vise effectivement à ce que les grands équilibres 2023-2027 soient préservés, en conservant notamment une capacité de désendettement inférieure à 12 ans et une épargne nette positive.

| (en milliers d'euros)                                   | 2022           | 2023           | 2024           | 2025           | 2026           | 2027            | Var.<br>annuelle<br>moyenne<br>2027/2022 |
|---------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|------------------------------------------|
| <b>Dépenses de gestion</b>                              | <b>48 724</b>  | <b>52 979</b>  | <b>54 511</b>  | <b>55 265</b>  | <b>55 867</b>  | <b>56 687</b>   | <b>2,6%</b>                              |
| dont charges à caractère général                        | 7 203          | 9 286          | 10 469         | 10 634         | 10 823         | 10 955          | 7,2%                                     |
| dont charges de personnel                               | 26 648         | 28 294         | 28 790         | 29 326         | 29 686         | 30 321          | 2,2%                                     |
| dont autres charges de gestion courante                 | 7 530          | 7 804          | 7 810          | 7 817          | 7 824          | 7 831           | 0,7%                                     |
| dont attribution de compensation BM et FPIC             | 7 079          | 7 125          | 7 171          | 7 217          | 7 264          | 7 310           | 0,5%                                     |
| <b>Recettes de fonctionnement</b>                       | <b>55 958</b>  | <b>58 187</b>  | <b>61 227</b>  | <b>62 249</b>  | <b>63 259</b>  | <b>64 259</b>   | <b>2,3%</b>                              |
| dont impôts et taxes                                    | 41 780         | 44 210         | 47 131         | 48 188         | 49 271         | 50 380          | 3,2%                                     |
| dont dotations et participations                        | 9 173          | 8 513          | 8 234          | 8 100          | 7 925          | 7 712           | -2,9%                                    |
| dont produit des services                               | 4 546          | 5 119          | 5 515          | 5 613          | 5 714          | 5 816           | 4,2%                                     |
| <b>Epargne de gestion</b>                               | <b>7 234</b>   | <b>5 208</b>   | <b>6 717</b>   | <b>6 985</b>   | <b>7 392</b>   | <b>7 572</b>    | <b>0,8%</b>                              |
| Intérêts de la dette                                    | 431            | 618            | 958            | 963            | 1 300          | 1 765           | 26,5%                                    |
| <b>Epargne brute</b>                                    | <b>6 802</b>   | <b>4 589</b>   | <b>5 759</b>   | <b>6 022</b>   | <b>6 091</b>   | <b>5 807</b>    | <b>-2,6%</b>                             |
| Remboursement du capital des emprunts                   | 1 890          | 1 991          | 2 410          | 2 553          | 2 774          | 3 265           | 9,5%                                     |
| <b>Epargne nette</b>                                    | <b>4 912</b>   | <b>2 598</b>   | <b>3 349</b>   | <b>3 469</b>   | <b>3 317</b>   | <b>2 541</b>    | <b>so</b>                                |
| <b>Dépenses réelles d'investissement</b>                | <b>18 743</b>  | <b>22 897</b>  | <b>12 475</b>  | <b>21 180</b>  | <b>23 065</b>  | <b>19 535</b>   | <b>0,7%</b>                              |
| dont dépenses d'équipement                              | 18 593         | 22 892         | 12 470         | 21 175         | 23 060         | 19 530          | 0,8%                                     |
| dont acquisitions foncières                             | 78             | 0              | 0              | 0              | 0              | 0               | -100,0%                                  |
| dont autres                                             | 73             | 5              | 5              | 5              | 5              | 5               | -36,0%                                   |
| <b>Recettes réelles d'investissement (hors emprunt)</b> | <b>3 490</b>   | <b>7 743</b>   | <b>5 685</b>   | <b>5 778</b>   | <b>4 308</b>   | <b>3 658</b>    | <b>0,8%</b>                              |
| dont FCTVA                                              | 1 105          | 1 403          | 2 326          | 3 128          | 1 658          | 3 008           | 18,2%                                    |
| dont autres ressources d'investissement                 | 2 385          | 6 339          | 3 358          | 2 650          | 2 650          | 650             | -19,5%                                   |
| <b>Fonds de roulement au 01/01</b>                      | <b>13 018</b>  | <b>7 649</b>   | <b>5 000</b>   | <b>5 000</b>   | <b>5 000</b>   | <b>5 000</b>    | <b>-14,7%</b>                            |
| Consommation du fond de roulement                       | 5 342          | 2 649          | 0              | 0              | 0              | 0               | -100,0%                                  |
| <b>Fonds de roulement au 31/12</b>                      | <b>7 676</b>   | <b>5 000</b>   | <b>5 000</b>   | <b>5 000</b>   | <b>5 000</b>   | <b>5 000</b>    | <b>-6,9%</b>                             |
| <b>Emprunts contractés / Besoin d'emprunt</b>           | <b>5 000</b>   | <b>9 907</b>   | <b>3 442</b>   | <b>11 934</b>  | <b>15 440</b>  | <b>13 336</b>   | <b>17,8%</b>                             |
| <b>Encours de dette au 01/01</b>                        | <b>16 349</b>  | <b>19 458</b>  | <b>27 375</b>  | <b>28 407</b>  | <b>37 787</b>  | <b>50 453</b>   | <b>20,7%</b>                             |
| Variation de l'encours de dette                         | 3 110          | 7 916          | 1 032          | 9 381          | 12 666         | 10 070          | 21,6%                                    |
| <b>Encours de dette au 31/12</b>                        | <b>19 458</b>  | <b>27 375</b>  | <b>28 407</b>  | <b>37 787</b>  | <b>50 453</b>  | <b>60 523</b>   | <b>20,8%</b>                             |
| <b>Capacité de désendettement</b>                       | <b>2,9 ans</b> | <b>6,0 ans</b> | <b>4,9 ans</b> | <b>6,3 ans</b> | <b>8,3 ans</b> | <b>10,4 ans</b> | <b>24,0%</b>                             |

## 4. Les orientations retenues pour le budget primitif 2023

### QUE RETENIR DES ORIENTATIONS DU BUDGET PRIMITIF 2023 ?

Dans ce contexte inflationniste décrit précédemment, ce budget primitif 2023 est de loin le plus difficile à élaborer depuis de nombreuses années.

Très concrètement, entre les budgets 2022 et 2023, ce sont près de 5 M€ de charges supplémentaires qui pèseront sur la section de fonctionnement de la Ville...

- **Hausse du coût de l'énergie : +1,5 M€** (intégrant la réouverture pour 6 mois du stade nautique) ;
- **Revalorisation de la rémunération du personnel : +2,3 M€** (dont l'augmentation du point d'indice sur une année pleine, la mise en œuvre du RIFSEEP depuis le 1<sup>er</sup> février 2022, les évolutions de carrière et recrutements) ;
- **Un besoin de financement plus important du CCAS et du secteur associatif : +1 M€** ;
- **Des charges financières nouvelles liées à l'emprunt de 5 M€ contracté en fin d'année : +0,2 M€.**

...Seulement en partie compensées par la croissance des recettes de fonctionnement (près de 3 M€, avec la revalorisation forfaitaire des bases d'imposition de 7,1 %).

Malgré tout, la Ville de Talence fait le choix (pour la huitième année consécutive) de ne pas augmenter les taux d'imposition et de poursuivre son ambitieux programme d'investissement. Ces choix sont aujourd'hui rendus possibles grâce aux efforts de gestion des années passées et au désendettement important qu'a connu la Ville depuis 2014.

### 4.1 Section de fonctionnement, un objectif : limiter la réduction des soldes d'épargne

#### 4.1.1 Des dépenses de fonctionnement en forte augmentation sous l'effet principalement de l'inflation

Contrairement aux années précédentes où la Ville de Talence réussissait à maintenir l'évolution de ses dépenses réelles de fonctionnement (+1,2 % par exemple entre les budgets primitifs 2021 et 2022), se conjuguent sur l'année 2023 différents facteurs entraînant une croissance importante de ces dépenses (un peu plus de 10 %) :

- L'inflation des prix et la remontée des taux d'intérêt ;
- La revalorisation des charges de personnel ;
- Des besoins sociaux plus importants.



Au budget primitif 2023, les dépenses réelles de fonctionnement devraient ainsi progresser de 10,3 % pour s'élever à 54,3 M€ :

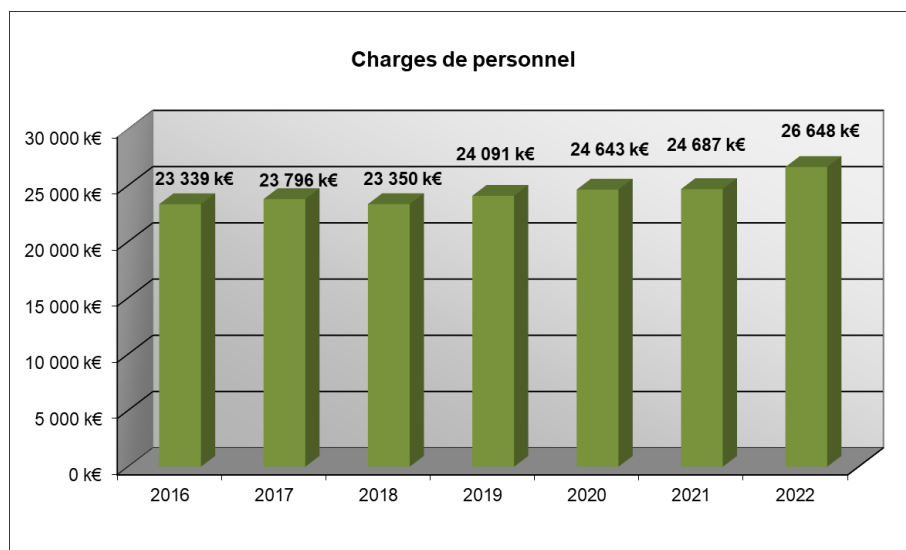
|                                                         | BP 2022        | PROJET BP 2023 | Evo. BP 2022/2023 |
|---------------------------------------------------------|----------------|----------------|-------------------|
| <b>Dépenses de fonctionnement</b>                       | <b>53,8 M€</b> | <b>57,2 M€</b> | <b>6,4%</b>       |
| Chapitre 011 - Charges à caractère général              | 7,6 M€         | 9,6 M€         | 25,6%             |
| Chapitre 012 - Charges de personnel                     | 26,0 M€        | 28,3 M€        | 8,9%              |
| Chapitre 014 - Atténuations de produits                 | 7,1 M€         | 7,2 M€         | 0,6%              |
| Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante        | 7,5 M€         | 7,9 M€         | 5,8%              |
| Chapitre 66 - Charges financières                       | 0,5 M€         | 0,7 M€         | 54,6%             |
| Chapitre 67 - Charges exceptionnelles                   | 0,4 M€         | 0,5 M€         | 18,4%             |
| Chapitre 68 - Dotation aux amortissements et provisions | 0,0 M€         | 0,0 M€         | -24,4%            |
| Chapitre 022 - Dépenses imprévues                       | 0,0 M€         | 0,0 M€         | so                |
| Chapitre 023 - Virement à la section d'investissement   | 2,8 M€         | 1,2 M€         | -57,9%            |
| Chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections        | 1,7 M€         | 1,8 M€         | 2,3%              |
| <b>soit dépenses réelles de fonctionnement</b>          | <b>49,2 M€</b> | <b>54,3 M€</b> | <b>10,3%</b>      |
| <b>soit dépenses imprévues</b>                          | <b>0,0 M€</b>  | <b>0,0 M€</b>  | <b>so</b>         |
| <b>soit dépenses d'ordre de fonctionnement</b>          | <b>4,6 M€</b>  | <b>3,0 M€</b>  | <b>-35,1%</b>     |

Dans le même temps, les recettes progresseraient de 6,4 %, pour atteindre (y compris opérations d'ordre) 57,2 M€. La Ville de Talence aurait ainsi la capacité de dégager en 2023 un virement à la section d'investissement (opérations d'ordre) de 3,0 M€, contre 4,6 M€ au BP 2022.

### Chapitre 012 – Charges de personnel

#### Présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs depuis 2016

Entre 2016 et 2021, l'évolution de la masse salariale de la Ville est restée très mesurée (+1,1 % en moyenne par an), alors même que la Ville a repris en régie certaines activités (centre de loisirs), mis en place la réforme des rythmes scolaires et créé de nouveaux services de proximité (comme Allo Talence et la médiation).



**Leur augmentation est en revanche beaucoup plus conséquente en 2022 (+7,9 %, soit +2,0 M€), en raison notamment :**

- De la mise en place du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP - Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) au 1<sup>er</sup> février 2022 : +0,35 M€ ;
- De la hausse de 3,5 % du point d'indice au 1<sup>er</sup> juillet 2022 : +0,5 M€ ;
- Du versement de la prime inflation : +0,1 M€ ;
- De la revalorisation du SMIC et des grilles de catégorie C : +0,3 M€

En dehors de ces facteurs collectifs de hausse des rémunérations, la masse salariale croît de 3,3 % entre 2021 et 2022, résultat pour l'essentiel :

- Des évolutions de carrières individuelles (prise d'un échelon, promotion dans le cadre de la CAP ou suite à la réussite d'un concours ou examen) ;
- Des recrutements réalisés, le nombre d'agents présents au 31/12 dans la collectivité passant de 734 en 2021 à 762 en 2022.

La municipalité a en effet renforcé ses effectifs dans certains secteurs jugés comme prioritaires :

- La sécurité et tranquillité publique avec des créations de poste au sein de la police municipale et de la surveillance de la voie publique ;
- La proximité, avec de nouveaux médiateurs et animateurs sociaux dans les quartiers de Thouars et Raba ;
- L'accueil et l'encadrement des enfants en dehors du temps scolaire ;
- L'entretien et la maintenance de nos bâtiments communaux, notamment pour accentuer notre expertise en matière de sobriété énergétique.

Certains postes ont aussi ponctuellement fait l'objet d'un doublon sur 2022 suite à des départs en retraite, des congés parentaux ou des disponibilités.

Tableau des effectifs :

| <b>EFFECTIFS AU 31/12</b> | <b>2016</b> | <b>2017</b> | <b>2018</b> | <b>2019</b> | <b>2020</b> | <b>2021</b> | <b>2022</b> |
|---------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>TITULAIRES</b>         | 534         | 511         | 508         | 509         | 505         | 510         | 501         |
| <b>CONTRACTUELS</b>       | 220         | 207         | 218         | 237         | 256         | 224         | 261         |
| <b>TOTAL</b>              | <b>754</b>  | <b>718</b>  | <b>726</b>  | <b>746</b>  | <b>761</b>  | <b>734</b>  | <b>762</b>  |

Tableau des effectifs par catégories :

| <b>EFFECTIFS PAR CATEGORIES</b> | <b>2016</b> | <b>2017</b> | <b>2018</b> | <b>2019</b> | <b>2020</b> | <b>2021</b> | <b>2022</b> |
|---------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>A</b>                        | 50          | 48          | 50          | 56          | 55          | 62          | 64          |
| <b>B</b>                        | 122         | 115         | 125         | 130         | 128         | 130         | 134         |
| <b>C</b>                        | 582         | 555         | 551         | 560         | 578         | 542         | 564         |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>754</b>  | <b>718</b>  | <b>726</b>  | <b>746</b>  | <b>761</b>  | <b>734</b>  | <b>762</b>  |

Tableau des effectifs par catégories et filières :

| FILIERES       |   | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|----------------|---|------|------|------|------|------|------|------|
| ADMINISTRATIVE | A | 37   | 36   | 38   | 42   | 42   | 45   | 46   |
|                | B | 14   | 13   | 15   | 18   | 18   | 23   | 24   |
|                | C | 88   | 82   | 87   | 93   | 93   | 85   | 89   |
| ANIMATION      | A |      |      |      |      |      |      |      |
|                | B | 14   | 15   | 14   | 13   | 13   | 14   | 14   |
|                | C | 149  | 135  | 122  | 123  | 135  | 124  | 134  |
| CULTURELLE     | A | 8    | 7    | 7    | 7    | 8    | 9    | 10   |
|                | B | 58   | 55   | 59   | 61   | 58   | 62   | 65   |
|                | C | 11   | 11   | 11   | 11   | 11   | 11   | 12   |
| SECURITE       | A |      |      |      |      |      |      |      |
|                | B | 3    | 3    | 3    | 3    | 3    | 3    | 3    |
|                | C | 12   | 11   | 9    | 12   | 11   | 10   | 12   |
| SOCIALE        | A | 1    | 1    | 1    | 1    | 1    | 1    | 1    |
|                | B |      |      |      |      |      |      |      |
|                | C | 32   | 31   | 27   | 22   | 19   | 17   | 17   |
| SPORTIVE       | A |      |      |      |      |      |      |      |
|                | B | 16   | 16   | 18   | 18   | 17   | 10   | 10   |
|                | C | 1    | 1    | 1    | 1    | 1    | 1    | 1    |
| TECHNIQUE      | A | 4    | 4    | 4    | 6    | 4    | 7    | 7    |
|                | B | 17   | 13   | 16   | 17   | 19   | 18   | 18   |
|                | C | 289  | 284  | 294  | 298  | 308  | 294  | 299  |

*Il convient d'être prudent à la lecture de ces tableaux qui reflètent les effectifs de la Ville à un instant T et dont les données dépendent du statut des agents occupant les postes, sans qu'il n'y ait forcément de lien direct avec la fonction.*

Entre les comptes administratifs 2021 et 2022 (budget principal), les charges de personnel sont ainsi passées de 24 686 655 € à 26 648 074 €. Hors charges patronales, la rémunération des agents se décompose ainsi :

- Traitements indiciaires (selon les grilles de la fonction publique territoriale) : 14 782 239 €
- Régimes indemnitaires (conformément aux délibérations en vigueur) : 2 646 446 €
- Nouvelles bonifications indiciaires (selon le tableau ci-dessous) : 206 221 €
- Heures supplémentaires<sup>1</sup> : 190 180 €

<sup>1</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018, la durée effective du temps de travail dans la commune est de 1 607 heures par an.

| NBI existantes | Motifs de la NBI                                                                             | Nombre d'agents la percevant |
|----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| NBI 10 points  | Accueil public, dessinateur, missions réalisées en Quartier politique de la Ville            | 129                          |
| NBI 15 points  | Encadrement d'une équipe, régisseur, missions réalisées en Quartier politique de la Ville... | 36                           |
| NBI 20 points  | Régisseur, missions réalisées en Quartier politique de la Ville...                           | 6                            |
| NBI 25 points  | Encadrement d'une équipe, missions nécessitant une technicité particulière                   | 54                           |
| NBI 30 points  | Direction d'une école de musique, chef de bibliothèque                                       | 2                            |
| NBI 35 points  | DGA (strate 40 000 - 150 000 habitants)                                                      | 2                            |
| NBI 60 points  | DGS (strate 40 000 - 150 000 habitants)                                                      | 1                            |

La collectivité met également à disposition 21 logements de fonction aux agents ayant des fonctions d'astreintes et/ou de sécurité. Cet avantage en nature se valorise au total à 51 865 €.

### Evolution prévisionnelle des dépenses de personnel

**Au budget primitif 2023, les charges de personnel devraient s'élever à 28,3 M€, un montant en hausse de 8,9 % (+2,3 M€) par rapport au BP 2022.**

Pèsera d'abord sur le budget de la collectivité l'impact de la revalorisation sur une année pleine du point d'indice (+3,5 % depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2022) estimé au total à 0,9 M€.

Le versement du complément indemnitaire annuel (80 k€), ainsi que l'application du nouveau RIFSEEP sur une année pleine auront un coût supplémentaire en 2023 de l'ordre de 0,2 M€.

Sur l'année 2023, il est par ailleurs prévu la réouverture du stade nautique Henri Deschamps (après travaux). Entre les différents recrutements et le recours à des emplois saisonniers, l'impact sur la masse salariale 2023 de la collectivité est estimé à 0,5 M€.

Comme chaque année, les charges de personnel évolueront aussi en fonction du fameux GVT (Glissement vieillissement technicité) et de l'évolution des carrières individuelles.

Enfin, la collectivité renforcera ses effectifs dans des domaines jugés prioritaires :

- L'aménagement et la végétalisation des espaces publics ;
- La transition énergétique et l'entretien des bâtiments communaux ;
- La sécurité, la prévention et l'animation dans les quartiers « sensibles » ;
- L'éducation, aussi bien sur le temps scolaire qu'extrascolaire.

Face à cette augmentation importante des charges de personnel (dont une large partie est imposée par la réglementation sans compensation), la collectivité doit redoubler de vigilance, en limitant au maximum le recours aux heures supplémentaires, en s'interrogeant à chaque départ en retraite ou mutation sur la pertinence de remplacer l'agent dont le poste devient vacant et en favorisant dès que cela est possible la mobilité interne.

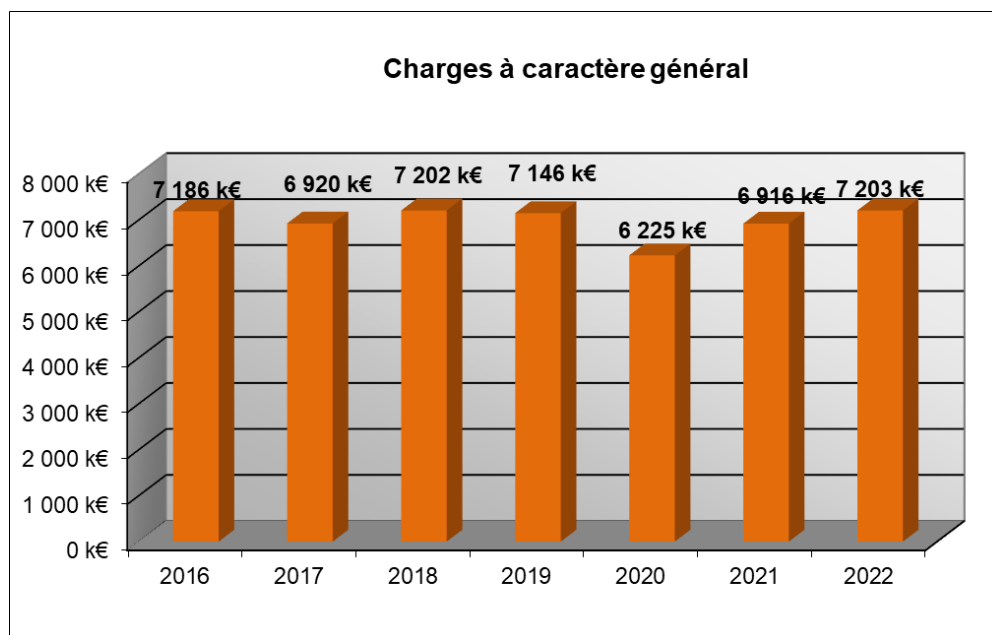
Sur ce dernier point, la Ville de Talence a effectué un travail important au cours des dernières années, qui a notamment porté ses fruits en 2022 avec 11 postes pourvus par des agents déjà présents au sein de la collectivité.

Au-delà de masse salariale, en 2023, la Ville portera son attention sur trois sujets majeurs :

- **Le bien-être au travail**, un service étant en partie dédié à ce sujet ;
- **Le développement des carrières individuelles**, en encourageant encore les mobilités internes ;
- **Le maintien et le renfort de la formation** pour l'ensemble des niveaux de la hiérarchie.

### Chapitre 011 – Charges à caractère général

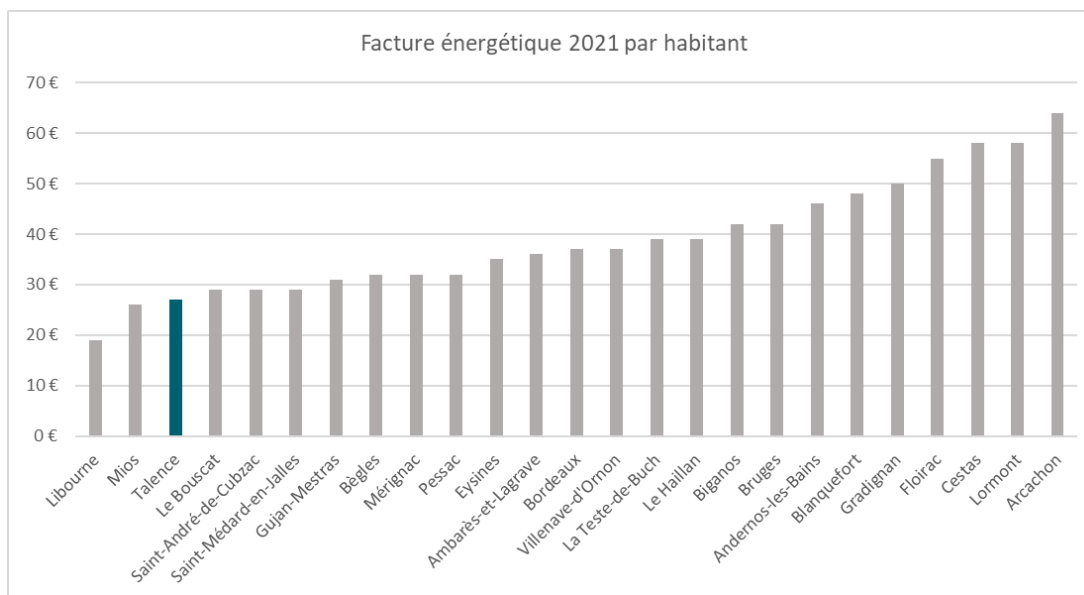
Depuis 2016, la Ville de Talence a réussi à globalement contenir l'évolution de ses charges à caractère général, puisqu'elles n'ont quasiment pas augmenté. Elles s'élèveront au compte administratif 2022 à 7,2 M€.



L'année 2020 avait été très particulière (crise sanitaire entraînant confinements et restrictions diverses). La Ville avait ainsi réalisé des économies, notamment sur la facture énergétique et l'achat de denrées alimentaires.

En 2021, le niveau des charges à caractère général était revenu un niveau comparable à ceux de 2018 et 2019, quoique légèrement en dessous, la Ville de Talence ayant fait entre temps des économies sur sa facture énergétique (passage en LED de l'ensemble du parc d'éclairage public et fermeture en septembre pour travaux du stade nautique).

Sur cette question de la facture énergétique (environ 1,6 M€ par an), la Ville de Talence fait d'ailleurs office de bonne élève, puisqu'elle est la troisième commune la moins dépensière en 2021<sup>2</sup> (par habitant) des 25 communes de Gironde les plus peuplées.



Sur l'année 2022, les charges à caractère général sont naturellement en hausse (+4,1 %), à un niveau toutefois inférieur à celui de l'inflation (+5,2 %).

| (en milliers d'euros)                                   | 2016         | 2017         | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         | Evo. 16/22  | Evo. 21/22  |
|---------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|
| Fluides et chauffage                                    | 1 923        | 1 738        | 1 764        | 1 769        | 1 455        | 1 784        | 1 602        | -3,0%       | -10,2%      |
| Carburants                                              | 148          | 126          | 157          | 137          | 112          | 123          | 164          | 1,7%        | 33,3%       |
| Alimentation                                            | 776          | 852          | 847          | 921          | 651          | 863          | 935          | 3,2%        | 8,3%        |
| Autres achats                                           | 632          | 610          | 706          | 755          | 798          | 957          | 889          | 5,8%        | -7,1%       |
| Entretien, réparation et maintenance                    | 1 588        | 1 578        | 1 736        | 1 686        | 1 854        | 1 585        | 1 591        | 0,0%        | 0,3%        |
| Locations mobilières et immobilières, charges locatives | 413          | 388          | 426          | 214          | 68           | 110          | 216          | -10,3%      | 96,6%       |
| Achats de prestations de services                       | 348          | 385          | 297          | 396          | 284          | 359          | 661          | 11,3%       | 84,1%       |
| Assurances                                              | 144          | 149          | 150          | 120          | 128          | 319          | 149          | 0,6%        | -53,2%      |
| Affranchissement et télécommunications                  | 280          | 264          | 274          | 231          | 131          | 113          | 124          | -12,7%      | 10,0%       |
| Impôts et taxes                                         | 301          | 249          | 266          | 243          | 200          | 253          | 253          | -2,8%       | 0,2%        |
| Formation et déplacement personnel                      | 87           | 66           | 66           | 76           | 97           | 86           | 86           | -0,3%       | 0,3%        |
| Insertions, catalogues et imprimés                      | 166          | 146          | 177          | 202          | 170          | 175          | 236          | 6,0%        | 34,5%       |
| Transport                                               | 135          | 123          | 117          | 127          | 81           | 73           | 127          | -1,0%       | 74,6%       |
| Réceptions                                              | 38           | 28           | 48           | 46           | 22           | 11           | 8            | -23,3%      | -27,4%      |
| Autres charges générales                                | 208          | 218          | 169          | 223          | 176          | 106          | 163          | -4,0%       | 54,1%       |
| <b>Total des charges à caractère général</b>            | <b>7 186</b> | <b>6 920</b> | <b>7 202</b> | <b>7 146</b> | <b>6 225</b> | <b>6 916</b> | <b>7 203</b> | <b>0,0%</b> | <b>4,1%</b> |

Certaines dépenses sont en progression, conséquence directe de l'inflation :

- Carburants : +33,3 %
- Alimentation : +8,3 %
- Frais d'affranchissement : +10,0 %
- Publication : +34,5 %

<sup>2</sup> A noter que sur l'année 2021, le stade nautique Henri Deschamps a fermé début septembre. S'il était resté ouvert toute l'année, le chiffre indiqué pour Talence (27 €/hab.) aurait été un peu plus élevé, de 2 ou 3 €.

D'autres types de dépenses sont également en augmentation ponctuelle, dans le cadre de la fermeture du stade nautique Henri Deschamps. La Ville a en effet dû s'adapter et louer des lignes d'eau à la piscine de Villenave d'Ornon pour les scolaires :

- Locations : +96,6 %
- Transport : +74,6 %

A l'inverse, les dépenses liées à l'énergie (hors carburants) sont en baisse de 10,2 % en 2022, avec la fermeture du stade nautique, mais surtout les économies réalisées (sur une année pleine) avec le passage en LED de l'ensemble du parc d'éclairage public.

**Au budget primitif 2023, il est prévu d'inscrire 9,6 M€ au chapitre des charges à caractère général (+25,6 % par rapport au BP 2022, soit +2 M€).**

Cette forte augmentation s'explique essentiellement par l'envolée des prix de l'énergie. En tenant compte de la réouverture du stade nautique sur 6 mois, il est en effet prévu d'inscrire 2,9 M€ de crédits pour couvrir les fluides (eau, gaz, électricité), contre 1,2 M€ l'année précédente. Le reste des crédits supplémentaires permettra de financer la réouverture du stade nautique (achats hors énergie et eau) et la hausse des prix de l'ensemble de nos fournitures.

Dans ce contexte difficile, il est par ailleurs décidé de sanctuariser l'ensemble des crédits liés à la participation citoyenne au sens large :

- Conseil municipal des enfants (16 k€) ;
- Conseil des étudiants (16 k€) ;
- Conseils Participatifs de Quartier (120 k€).

### **Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante**

Pour 2023, comme indiqué précédemment, il est proposé de renforcer le soutien de la Ville au centre communal d'action sociale (CCAS) et au secteur associatif, pour garantir, notamment aux Talençais les plus fragiles, une action de proximité et un lien social indispensable.

|                                                         | BP 2022       | PROJET BP 2023 | Evo. BP<br>2022/2023 |
|---------------------------------------------------------|---------------|----------------|----------------------|
| <b>Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante</b> | <b>7,5 M€</b> | <b>7,9 M€</b>  | <b>5,8%</b>          |
| Subventions aux associations                            | 2,5 M€        | 2,5 M€         | 0,0%                 |
| Subvention au CCAS                                      | 3,9 M€        | 4,3 M€         | 10,4%                |
| Indemnités, cotisations et frais de formation des élus  | 0,5 M€        | 0,5 M€         | 2,8%                 |
| Contribution aux écoles privées                         | 0,4 M€        | 0,5 M€         | 7,0%                 |
| Participations au PLIE et à la Mission Locale           | 0,1 M€        | 0,1 M€         | 16,7%                |
| Autres charges de gestion courante                      | 0,1 M€        | 0,1 M€         | -29,9%               |

Ainsi, les subventions versées s'élèveront à 4,3 M€ pour le CCAS (+10,4 %) et 2,5 M€ pour les associations (stable). En réalité, le soutien financier de la Ville est encore plus important qu'indiqué ici, puisqu'une partie des prestations versées par la CAF dans le cadre du contrat enfance jeunesse ne transitera plus par le budget de la Ville mais sera directement versée aux structures (près de 600 k€ pour le CCAS et 100 k€ pour les associations).

**C'est donc près de 1 M€ supplémentaire que la Ville alloue en 2023 au CCAS et aux associations.**

Au sein de ce chapitre de dépenses (d'un montant total de 7,9 M€), les subventions versées au CCAS (4,3 M€) et aux associations (2,5 M€) représentent donc la majeure partie des crédits. Les autres postes de dépenses sont nettement moins importants et sont quasiment stables entre 2022 et 2023.

### **Chapitre 014 - Atténuations de produits**

Au budget primitif 2023, il sera proposé que les dépenses inscrites à ce chapitre soient légèrement revues à la hausse (+0,6 %), passant de 7,1 M€ à 7,2 M€.

|                                                | BP 2022 | PROJET BP 2023 | Evo. BP<br>2022/2023 |
|------------------------------------------------|---------|----------------|----------------------|
| Chapitre 014 - Atténuations de produits        | 7,1 M€  | 7,2 M€         | 0,6%                 |
| Attribution de compensation Bordeaux Métropole | 6,8 M€  | 6,8 M€         | 0,6%                 |
| FPIC                                           | 0,4 M€  | 0,4 M€         | 0,0%                 |

C'est l'attribution de compensation de fonctionnement versée à Bordeaux Métropole qui sera en progression (+0,6 %), sous l'effet de la révision des niveaux de service dans le cadre de la mutualisation du service informatique (augmentation du parc de matériel informatique, développement des logiciels métier...).

La participation au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) restera stable (350 k€).

### **Chapitre 66 – Charges financières**

Pour la première fois depuis 2015, les frais financiers supportés par la Ville seront en hausse. Ils passeront de 0,5 M€ à 0,7 M€ entre les budgets primitifs 2022 et 2023, sous l'effet :

- De la remontée des taux d'intérêt ;
- De l'emprunt de 5 M€ contracté auprès de la Banque Postale en fin d'année 2022.

Rappelons que ces mêmes frais financiers étaient supérieurs à 1 M€ en 2015.



#### 4.1.2 Une dynamique des recettes de fonctionnement également étroitement liée à l'inflation

Au budget primitif 2023, les recettes réelles de fonctionnement devraient s'élever à 57,2 M€, un montant en hausse de 6,4 % par rapport au BP 2022.

|                                                   | BP 2022        | PROJET BP 2023 | Evo. BP<br>2022/2023 |
|---------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------------|
| <b>Recettes de fonctionnement</b>                 | <b>53,8 M€</b> | <b>57,2 M€</b> | <b>6,4%</b>          |
| Chapitre 002 - Excédent de fonctionnement reporté | 0,0 M€         | 0,0 M€         | so                   |
| Chapitre 013 - Atténuation de charges             | 0,1 M€         | 0,1 M€         | 0,0%                 |
| Chapitre 70 - Produits des services               | 3,8 M€         | 4,2 M€         | 10,3%                |
| Chapitre 73 - Impôts et taxes                     | 40,1 M€        | 43,8 M€        | 9,2%                 |
| Chapitre 74 - Dotations et participations         | 8,8 M€         | 8,3 M€         | -6,0%                |
| Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante | 0,1 M€         | 0,1 M€         | 1,0%                 |
| Chapitre 76 - Produits financiers                 | 0,0 M€         | 0,0 M€         | so                   |
| Chapitre 77 - Produits exceptionnels              | 0,2 M€         | 0,0 M€         | -100,0%              |
| Chapitre 78 - Reprises sur provisions             | 0,0 M€         | 0,0 M€         | so                   |
| Chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections  | 0,7 M€         | 0,7 M€         | 4,8%                 |
| <b>soit recettes réelles de fonctionnement</b>    | <b>53,1 M€</b> | <b>56,5 M€</b> | <b>6,4%</b>          |
| <b>soit excédent de fonctionnement reporté</b>    | <b>0,0 M€</b>  | <b>0,0 M€</b>  | <b>so</b>            |
| <b>soit recettes d'ordre de fonctionnement</b>    | <b>0,7 M€</b>  | <b>0,7 M€</b>  | <b>4,8%</b>          |

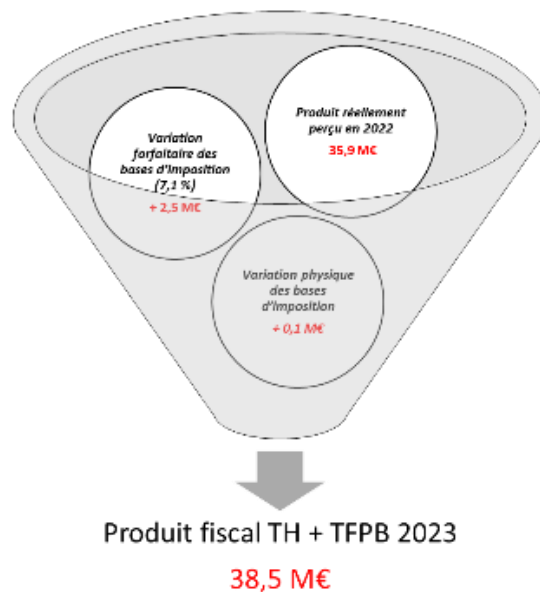
#### Chapitre 73 – Impôts et taxes

La croissance des recettes de fonctionnement s'explique quasiment intégralement par celle des impôts et taxes. Ces derniers sont en effet en hausse de 9,2 % (avec notamment la revalorisation forfaitaire des bases d'imposition de 7,1 %), pour atteindre 43,8 M€ (contre 40,1 M€ au BP 2022).

|                                           | BP 2022        | PROJET BP 2023 | Evo. BP<br>2022/2023 |
|-------------------------------------------|----------------|----------------|----------------------|
| <b>Chapitre 73 - Impôts et taxes</b>      | <b>40,1 M€</b> | <b>43,8 M€</b> | <b>9,2%</b>          |
| Taxes foncières et d'habitation           | 35,2 M€        | 38,5 M€        | 9,4%                 |
| Dotation de solidarité métropolitaine     | 2,0 M€         | 2,1 M€         | 5,0%                 |
| DMTO (droits de mutation à titre onéreux) | 2,2 M€         | 2,5 M€         | 13,6%                |
| Taxe sur l'électricité                    | 0,7 M€         | 0,7 M€         | 0,0%                 |
| Droits de place                           | 0,0 M€         | 0,0 M€         | -20,0%               |
| Taxe Locale sur la publicité extérieure   | 0,1 M€         | 0,1 M€         | 0,0%                 |

**Tandis que les taux d'imposition n'augmenteront pas (pour la huitième année consécutive),** la progression du produit des taxes foncières et d'habitation est uniquement liée à celle des bases d'imposition (variation physique et revalorisation forfaitaire de 7,1 %).

Il importe de noter que la prévision budgétaire pour 2023 est faite au regard du produit réellement perçu en 2022 (+7,4 % au lieu de +9,4 % de budget à budget) et que par mesure de prudence la Ville ne table pour l'instant que sur une très faible variation physique des bases d'imposition.



Au sein de ce chapitre de recettes, sont également enregistrés **les droits de mutation à titre onéreux**. Même si le produit réellement perçu en 2022 dépasse désormais 3 M€, il sera proposé que les crédits inscrits au budget primitif 2023 soient fixés à 2,5 M€ (soit +13,6 % par rapport au BP 2022). Il est en effet nécessaire d'être prudent sur l'estimation de cette recette, la conjoncture économique et le marché immobilier étant particulièrement incertains.

D'après les dernières informations transmises par Bordeaux Métropole, **la dotation de solidarité métropolitaine serait en hausse de 5,0 %**. En application du pacte financier et fiscal métropolitain, la DSM 2023 est indexée sur l'évolution entre 2022 et 2023 des ressources fiscales élargies et des dotations de l'Etat perçues par Bordeaux Métropole, déduction faite de la part métropolitaine de la contribution au fond de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC). Bordeaux Métropole anticipe donc une augmentation de ses ressources et a récemment communiqué auprès des communes **un montant prévisionnel, estimé pour la Ville de Talence à 2,1 M€** (contre 2 M€ pour 2022).

Par précaution, même si le territoire connaît une forte attractivité, il sera proposé que les autres produits fiscaux restent stables entre les budgets primitifs 2022 et 2023.

## Chapitre 74 – Dotations et participations

Les recettes qui seront inscrites au sein de ce chapitre seront en baisse de 6,0 % entre les budgets primitifs 2022 et 2023, en raison notamment d'un changement dans les modalités de versement des participations liées au contrat enfance jeunesse par la caisse d'allocation familiale (CAF).

**Les dotations et participations passeront ainsi de 8,8 M€ à 8,3 M€.**

|                                                           | BP 2022       | PROJET BP 2023 | Evo. BP 2022/2023 |
|-----------------------------------------------------------|---------------|----------------|-------------------|
| <b>Chapitre 74 - Dotations et participations</b>          | <b>8,8 M€</b> | <b>8,3 M€</b>  | <b>-6,0%</b>      |
| Part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement | 4,5 M€        | 4,6 M€         | 2,2%              |
| Dotations de solidarité urbaine                           | 2,6 M€        | 2,6 M€         | 2,0%              |
| Dotations nationales de péréquation                       | 0,3 M€        | 0,3 M€         | -10,6%            |
| Participations autres organismes (CAF principalement)     | 1,2 M€        | 0,5 M€         | -59,2%            |
| Compensations fiscales                                    | 0,1 M€        | 0,2 M€         | 25,0%             |
| Autres dotations et participations                        | 0,2 M€        | 0,2 M€         | 19,8%             |

A compter de 2023, les participations de la CAF liées au contrat enfance jeunesse seront en effet directement versées aux structures (CCAS et associations), expliquant la baisse des « participations autres organismes » de 1,2 M€ à 0,5 M€.

A l'inverse, entre la suspension de l'écrêtement de la part forfaitaire, l'évolution démographique et la croissance de la dotation de solidarité urbaine, **la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat sera à priori en hausse de près de 100 k€, une première depuis 2014.**

## Chapitre 70 – Produit des services

Avec la réouverture du stade nautique (sur la seconde partie de l'année) et l'augmentation continue de la fréquentation des services périscolaires, les produits des services devraient être en hausse en 2023.

**Il sera ainsi proposé d'inscrire 4,2 M€ au BP 2023 (contre 3,8 M€ au BP 2022) :**

|                                                     | BP 2022       | PROJET BP 2023 | Evo. BP 2022/2023 |
|-----------------------------------------------------|---------------|----------------|-------------------|
| <b>Chapitre 70 - Produits des services</b>          | <b>3,8 M€</b> | <b>4,2 M€</b>  | <b>10,3%</b>      |
| Redevances d'occupation du domaine public           | 0,2 M€        | 0,3 M€         | 46,7%             |
| Redevances services culturels                       | 0,3 M€        | 0,3 M€         | -1,7%             |
| Redevances services sportifs                        | 0,1 M€        | 0,3 M€         | 179,8%            |
| Redevances services périscolaires                   | 1,5 M€        | 1,6 M€         | 10,9%             |
| Reversement Métropole compétence propreté           | 0,9 M€        | 0,9 M€         | 0,0%              |
| Remboursement de mise à disposition de personnels   | 0,2 M€        | 0,2 M€         | -26,3%            |
| Redevance de stationnement                          | 0,2 M€        | 0,2 M€         | 0,0%              |
| Remboursement CCAS suite mutualisation informatique | 0,1 M€        | 0,1 M€         | 0,0%              |
| Autres produits                                     | 0,3 M€        | 0,3 M€         | 8,7%              |

## 4.2 Dépenses d'investissement : d'importants crédits inscrits pour la finalisation des projets en cours et la poursuite de ceux en phase de conception

Au budget primitif 2023, entre les restes à réaliser (13,4 M€, qui seront repris dès le budget primitif, l'adoption du compte administratif 2022 ayant lieu lors de la même séance) et les nouveaux crédits (17,1 M€), **les dépenses d'investissement s'élèveront à 30,5 M€**. Sera également reporté au budget primitif 2023 le déficit d'investissement constaté au compte administratif 2022 (2,8 M€).

Les seuls crédits nouveaux s'établiront donc à 17,1 M€, se décomposant entre :

- Les dépenses d'équipement et acquisitions foncières : 13,4 M€
- Les reversements à Bordeaux Métropole dans le cadre de la mutualisation du service informatique : 0,7 M€
- Le remboursement du capital des emprunts : 2,0 M€
- Les opérations d'ordre : 1 M€

|                                                               | BP 2022        | PROJET BP 2023 |
|---------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| <b>Dépenses d'investissement</b>                              | <b>27,3 M€</b> | <b>17,1 M€</b> |
| dont acquisitions foncières                                   | 0,4 M€         | 0,3 M€         |
| dont dépenses d'équipement                                    | 23,4 M€        | 13,1 M€        |
| dont reversements Bordeaux Métropole (AC + remboursement RNS) | 0,7 M€         | 0,7 M€         |
| dont remboursement d'emprunt                                  | 1,9 M€         | 2,0 M€         |
| dont neutralisation ACI (opération d'ordre)                   | 0,7 M€         | 0,7 M€         |
| dont autres opérations d'ordre                                | 0,3 M€         | 0,3 M€         |

Ces crédits serviront notamment pour :

- La réhabilitation du stade nautique Henri Deschamps : 2 M€
- L'extension et réhabilitation du groupe scolaire Lapie : 1 M€
- Les travaux du stade Pierre Paul Bernard et construction d'un dojo : 0,6 M€
- La réalisation du Grand Peixotto-Margaut : 2,1 M€
- La réhabilitation du Château des Arts : 0,3 M€
- La construction d'une salle polyvalente : 0,2 M€
- La construction d'un planétarium : 0,1 M€
- La réhabilitation du groupe scolaire Camus : 0,2 M€
- La construction d'une nouvelle cuisine centrale : 0,2 M€
- La création d'un nouveau centre social en centre-ville : 0,5 M€
- Les travaux d'amélioration de la sobriété énergétique des bâtiments communaux : 0,5 M€
- Le réaménagement de places publiques, la végétation de la Ville et divers travaux sur l'espace public : 1,5 M€
- L'installation d'aires de jeux pour enfant : 0,1 M€
- Des travaux sur le centre technique municipal : 0,4 M€
- La participation à la réouverture de la Halte de Talence Médoquine : 0,1 M€
- Des travaux pour l'accessibilité des bâtiments communaux, leur mise en conformité et leur entretien courant : 1,8 M€
- L'acquisition de matériel : 1,0 M€

Pour financer ces dépenses, **la Ville de Talence peut compter en 2023 sur d'importantes ressources propres d'un montant total de 16,1 M€ :**

- L'épargne dégagée de la section de fonctionnement : 3,0 M€ (dotation aux amortissements de 1,8 M€ + virement de la section de fonctionnement de 1,2 M€)
- Les excédents de fonctionnement des années passées : 10,4 M€
- Les subventions : 1,0 M€
- Le FCTVA : 1,4 M€
- La taxe d'aménagement : 0,3 M€

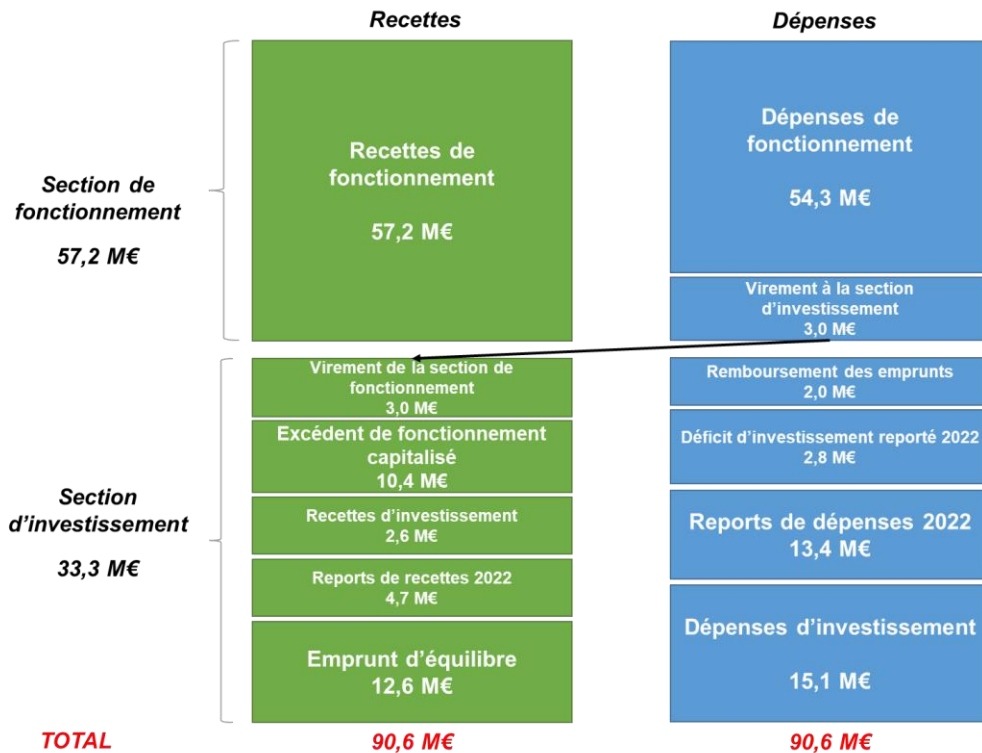
A noter qu'il n'est prévu d'inscrire aucune cession foncière au budget primitif 2023.

**Avec les restes à réaliser en recettes (4,7 M€, subventions restantes à recouvrer), la Ville de Talence affichera au budget primitif 2023 un niveau de ressources propres de 20,8 M€.**

**Pour équilibrer ce budget, il sera donc nécessaire d'inscrire un emprunt de 12,6 M€ (contre 15,9 M€ au BP 2022), qui sera en tout ou parti contracté en fonction du taux de réalisation de nos investissements et de l'évolution réelle de nos dépenses et recettes de la section de fonctionnement.**

|                                               | BP 2022        | PROJET BP 2023 |
|-----------------------------------------------|----------------|----------------|
| <b>Recettes d'investissement</b>              | <b>27,3 M€</b> | <b>28,6 M€</b> |
| dont subventions                              | 4,4 M€         | 1,0 M€         |
| dont FCTVA et taxe d'aménagement              | 1,6 M€         | 1,7 M€         |
| dont produits des cessions d'immobilisation   | 0,7 M€         | 0,0 M€         |
| dont virement de la section de fonctionnement | 2,8 M€         | 1,2 M€         |
| dont excédent de fonctionnement capitalisé    | 0,0 M€         | 10,4 M€        |
| dont dotation aux amortissements              | 1,7 M€         | 1,8 M€         |
| dont autres opérations d'ordre                | 0,3 M€         | 0,0 M€         |
| dont emprunt d'équilibre                      | 15,9 M€        | 12,6 M€        |

### 4.3 Synthèse du projet de budget primitif 2023



#### EN CONCLUSION :

Les collectivités locales, comme bon nombre d'autres acteurs, font face aujourd'hui à de nombreux défis à relever dans un contexte financier encore plus contraint qu'il y a quelques mois.

**La Ville de Talence, grâce à la gestion rigoureuse menée sur les dernières années, est aujourd'hui en capacité de relever ces défis et notamment :**

- La transition écologique pour aller vers toujours plus de sobriété ;
- L'accompagnement au quotidien des plus fragiles ;
- L'éducation des plus jeunes ;
- L'animation de la cité pour préserver le vivre-ensemble ;
- La sécurité et la prévention ;
- L'aménagement et la préservation de notre cadre de vie.

**Les budgets primitifs 2023 et suivants seront la traduction financière des réponses apportées par la Ville de Talence à ces enjeux, tout en respectant l'engagement fort de ne pas augmenter les taux d'imposition.**

Telles peuvent être énoncées et résumées les principales orientations qui seront données au budget primitif 2023. »